



Conseil municipal de la ville de Soorts-Hossegor

Département des Landes (40)

Séance du 8 mars 2024

Procès-verbal

L'an deux mille vingt-quatre, le huit mars à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le deux mars deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 24

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Jean-Marc LEROY, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ a donné procuration à Edouard DUPOUY, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Christian DUCAMP

Absents non représentés : Quentin BENCHETRIT, Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

CONSEIL MUNICIPAL

du 8 mars 2024

19 heures

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous inviter à assister à la séance du conseil municipal qui aura lieu le **vendredi 8 mars 2024 à 19 heures**, en mairie, 18 avenue de Paris, salle du conseil municipal.

ORDRE DU JOUR

(Les numéros à droite renvoient aux pages auxquelles les questions sont traitées)

Approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 19 janvier 2024.....	4
FINANCES.....	4
1. Comptes de gestion 2023.....	4
2. Comptes administratifs 2023	7
3. Affectation des résultats 2023	17
4. Bilan des acquisitions et cessions foncières 2023.....	23
5. Budgets primitifs 2024	26
6. Autorisations de programmes et crédits de paiements AP/CP du BP 2024.....	35
7. Taux d'imposition pour l'année 2024.....	37
8. Subventions 2024	39
9. Convention financière 2024-2025 Festival Lire sur la Vague	41
10. Provisions pour créances douteuses, risques et charges.....	43
INTERCOMMUNALITE.....	47
11. Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud : signature d'une convention de répartition des produits des Forfaits Post-Stationnement (FPS)	47
12. Sollicitation de fonds de concours auprès de la Communauté de communes MACS au titre du Fonds d'Investissement Local (FIL) et du Fonds d'Investissement Local (FIL) « environnement » dans le cadre du projet de la réhabilitation du Sporting Casino	49
URBANISME	52
13. Cession du terrain « Ilôt LACOUT » à la Coopérative d'Habitations	52

14.	Dénomination et numérotation de voies communales	55
15.	Dépôts des demandes d'autorisations du droit des sols pour le projet de réaménagement durable des plages lacustres et océanes de la côte sauvage.	57
16.	Dépôt d'un permis de construire pour l'installation du poste de secours plage des naturistes.....	60
17.	Signature d'une convention d'occupation du site de la côte sauvage à Hossegor en vue de l'aménagement et la réalisation de travaux.....	62
AFFAIRES GÉNÉRALES		64
18.	Plan-Plage - Sollicitation d'aides financières pour le projet de réaménagement durable des plages lacustres d'Hossegor	64
19.	Signature d'une convention avec l'association Hossegor Sauvetage Côtier : « Opération Nageurs Sauveteurs Juniors Saison 2024 » pour des stages d'observation en milieu professionnel de la surveillance des plages	67
20.	Renouvellement des conventions pour la gestion des populations félines.....	70
RESSOURCES HUMAINES		72
21.	Prime de pouvoir d'achat exceptionnelle	72
22.	Ouverture de poste et modification du tableau des effectifs	75
DECISIONS, INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES :		77
DECISIONS DU MAIRE :		77
➤	Affaires funéraires :	77
○	Reprise de la concession n° 1123 échue et non renouvelée.....	77
○	Reprise de la concession n° 3080 échue et non renouvelée.....	77
○	Reprise de la concession n° 3087 échue et non renouvelée.....	77
○	Reprise de la concession n° 3102 échue et non renouvelée.....	77
○	Reprise de la concession n° 3122 échue et non renouvelée.....	77
➤	Affaires Générales	77
○	Redevance forfaitaire pour le tournage d'une série télévisée.....	77
➤	Marchés publics.....	77
○	Avenant négatif pour le lot n° 1 Curage et Démolition dans le cadre du marché public pour la réhabilitation et la création de sanitaires publics secteur des Landais.	77
➤	Affaires scolaires	77
○	Modification des tarifs du pôle enfance jeunesse	77
INFORMATIONS DIVERSES.....		Erreur ! Signet non défini.

Soorts-Hossegor, le 1^{er} mars 2024
Le Maire,

Christophe VIGNAUD

Ouverture de séance

Christophe VIGNAUD :

Bonsoir et bienvenue à la séance du conseil municipal du 8 mars 2024. Je souhaite dédier ce conseil à deux personnes qui nous ont quittés et qui étaient importantes pour la commune. Il s'agit de Michel JAZY, qui faisait partie de la commune et qui était un exemple pour beaucoup. La deuxième personne est Cyril SOUBESTRE, un jeune homme brillant, qui aimait sa commune. Il avait évoqué l'idée de créer un terrain de basket-ball. La municipalité concrétisera ce souhait à sa mémoire.

De nombreuses pertes sont à déplorer depuis le début de l'année 2024. Je vous invite à vous lever et faire une minute de silence en leur honneur.

Henri ARBEILLE :

Je souhaite m'associer à l'hommage de M. VIGNAUD envers Baudoin MERLET, à qui il restait tellement de choses à dire.

Je félicite par ailleurs M. LEROY pour sa désignation en tant qu'élu. J'approuve ce qu'a exprimé l'opposition lors du précédent conseil municipal.

Christophe VIGNAUD :

Maëlle DUBOSC-PAYSAN est désignée en tant que Secrétaire de séance.

Approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 19 janvier 2024

Christophe VIGNAUD :

Nous procédons à l'approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 19 janvier 2024.

Le procès-verbal de la séance du 19 janvier 2024 est approuvé à la majorité (18 favorables, 6 défavorables).

FINANCES

1. Comptes de gestion 2023

Christophe VIGNAUD :

Le conseil de ce soir est axé essentiellement sur le vote du budget de l'année 2023. Il a été travaillé lors des commissions finance et a fait débat au sein de ces commissions, pour expliquer les différentes stratégies à poursuivre. Nous travaillons régulièrement sur des perspectives établies sur plusieurs années, sur la base de simulations de fonctionnements et d'investissements.

Lionel BARBERIS :

Nous avons reçu le document le 2 mars 2024 pour le conseil. La M57 a engendré de nombreux changements, notamment l'organisation d'un débat d'orientation budgétaire et l'envoi des documents douze jours avant le Conseil. Le référentiel stipule que « *Le délai de communication du projet de budget primitif (BP) à l'assemblée délibérante est porté à 12 jours minimum* ».

Christophe VIGNAUD :

Le délai pour l'envoi des documents était établi au 2 mars 2024. Les budgets avaient été envoyés lors de la commission générale.

Édouard DUPOUY :

La commission générale comporte des éléments budgétaires. Tous les documents budgétaires ont donc été transmis lors de cette commission. Les éléments fournis sont complémentaires par rapport à ceux du Conseil municipal.

Lionel BARBERIS :

Les documents étaient donc prêts le 1^{er} mars 2024 et auraient pu être envoyés en avance, pour permettre aux élus de mieux prendre le temps de parcourir les documents.

Christophe VIGNAUD :

Les documents n'étaient pas terminés le 1^{er} mars 2024.

Lionel BARBERIS :

Si la totalité des documents n'a pas été envoyée lors de la commission générale, la présentation de ces documents en Conseil municipal avec un si court délai est illégale. De plus, le document présentant le budget de 2023 comptait 190 pages, contre 1.000 pages pour le budget de 2024.

Christophe VIGNAUD :

L'augmentation du nombre de pages est liée à la M57.

Édouard DUPOUY :

Les comptes de gestion n'ont pas été transmis lors de la commission générale. Les comptes de gestion retracent les opérations budgétaires en dépenses et en recettes, selon une présentation analogue à celle des comptes administratifs. Chaque année, il est nécessaire de voter le document et de s'assurer qu'il est semblable aux comptes administratifs.

Les comptes de gestion de 2023 sont approuvés à la majorité (18 favorables, 6 défavorables).

Séance du 8 mars 2024

Délibération n°240308-01 : Comptes de Gestion 2023 : budget principal et budgets annexes

Les comptes de gestion de l'exercice 2023 ont été établis par la trésorière municipale. Ils constituent le bilan comptable de la commune et présentent une image de la situation financière et patrimoniale du budget principal et des budgets annexes au 31 décembre 2023.

Ces comptes de gestions sont identiques aux comptes administratifs pour la partie budgétaire ; ils les complètent également dans la mesure où ils retracent les immobilisations, ainsi que les comptes de tiers et les comptes financiers.

Sur le rapport de Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances et,

CONSIDÉRANT l'avis de la commission des finances réunie le 5 février 2024,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

Après en avoir délibéré,

Avec 18 voix pour

Et 6 abstentions (H. ARBEILLE, L. BARBERIS, E. BESCHERON, C. CABANAC-ESCANDE, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP)

Le Conseil Municipal,

DÉCLARE que les comptes de gestion 2023 dressés par Madame la Trésorière Municipale, visés et certifiés conforme par l'ordonnateur, n'appellent ni observation ni réserve de sa part.

APPROUVE les comptes de gestion 2023 du budget principal et des budgets annexes de la Commune.

PRÉCISE que les résultats budgétaires de l'exercice 2023 sont en tous points identiques aux comptes administratifs 2023 du budget principal et des budgets annexes de la Commune.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

2. Comptes administratifs 2023

Édouard DUPOUY :

Les comptes administratifs sont composés de deux grandes parties, à savoir la section de fonctionnement et la section d'investissements.

La section de fonctionnement est composée de recettes, qui concernent la fiscalité à hauteur de 70%. 20% des recettes sont liées aux produits de services, qui diversifient les revenus. Les charges de fonctionnement sont composées des charges de personnel à plus de 50%, et de charges de gestion courantes. La différence entre les produits et les charges de fonctionnement forment le résultat de fonctionnement. Ce résultat permet à une commune d'investir. Cette différence entre le produit et les charges de fonctionnement est implémentée dans l'investissement.

Les recettes réelles de fonctionnement regroupent la fiscalité impôts et taxes, qui montre une progression de 33.305 euros entre 2022 et 2023, ainsi que les dotations et subventions, en recul. Les recettes de fonctionnement comportent également des recettes d'exploitation, à hauteur de 3,8 millions d'euros.

Sur la fiscalité, le choix a été fait de ne pas faire évoluer les taux d'imposition. Cependant, les bases fiscales ont évolué de +4%, soit un revenu supplémentaire de +190.000 euros. Les droits de mutation s'élèvent à 1,2 million d'euros au titre de 2023. La taxe de séjour s'élève à 400.000 euros environ.

Les taux de la fiscalité directe n'ont pas évolué. La dotation globale de fonctionnement (DGF) est une dotation versée par l'État pour le fonctionnement de la commune. Cette DGF était en légère augmentation en 2023, après plusieurs années de baisses.

Les dépenses réelles de fonctionnement incluent les dépenses de personnel, les charges à caractère général et les autres charges de gestion. Ces charges de gestion ont été impactées par l'inflation et par les événements annuels.

Les charges de personnel évoluent selon trois éléments indépendants des décisions de la Commune, à savoir la revalorisation du point d'indice, les grilles indiciaires et les maladies des agents. 70% du total de l'augmentation des charges de personnel sont liés à ces éléments qui ne sont pas issus de décisions de la Commune.

Les charges de personnel évoluent également selon l'amélioration salariale. Ces sujets sont traités par la Commune, et notamment par la commission RH. Enfin, l'amélioration des services impacte les charges de personnel. Ces améliorations sont des choix des ressources humaines par rapport à l'organisation de la Commune.

Les autres dépenses ont fait l'objet d'une baisse en 2023.

Par ailleurs, les recettes réelles d'investissement s'élèvent à 3,2 millions d'euros au titre de 2023, contre 2,4 millions d'euros en 2022. Les recettes réelles sont composées des subventions d'investissement, des dotations diverses et des autres recettes d'investissements. La structure des dépenses réelles d'investissement reste stable.

En 2023, les dépenses d'investissement principales étaient la réhabilitation de la police, à hauteur de 568.000 euros, et de la place des Landais, pour 3,4 millions d'euros.

Au titre de 2023, le résultat du fonctionnement s'élève à 876.130 euros. Le résultat d'investissement a un solde négatif de 2,3 millions d'euros.

Lionel BARBERIS :

Les comptes administratifs montrent une fragilité à l'heure actuelle. Les réserves financières ont été mises à contribution pour financer différents éléments. Une phase de fin de mandat s'ouvre progressivement, avec des travaux et des emprunts à contracter. Les comptes administratifs, à

périmètre constant, depuis 2020, montrent que les charges générales ont augmenté de +35% et que la masse salariale a augmenté de +22%.

Cette augmentation est due à plusieurs phénomènes, et pas uniquement à l'inflation. Divers choix de gestion ont été appliqués, alors que les recettes supplémentaires auraient dû être utilisées dans le cadre de l'investissement, et pas majoritairement dans les charges de fonctionnement. Les recettes sont utilisées pour le fonctionnement, avec la volonté d'apporter un certain service public.

Cependant, ce service public s'apporte systématiquement en créant de l'emploi, et moins en les transformant. Or, l'enjeu à l'avenir pour les collectivités sera la transformation des postes et de la collectivité. Au sein d'autres collectivités, les choix d'organisation sont différents, avec une limitation du recrutement et une transformation des postes. Au sein de la commune, dès qu'un besoin s'est présenté, un poste a été créé. Huit postes ont été créés en trois ans, ce qui impacte fortement le fonctionnement.

Christophe VIGNAUD :

Nous avons fait un choix, que nous assumons. Le CIA a été mis en place. Il est important et représente 300 euros par agent, de manière graduelle. La prime de pouvoir d'achat fera l'objet d'un vote aujourd'hui et représente également une dépense dans le cadre des charges du personnel. La position que nous avons prise suit l'objectif fixé, de mettre en place une mairie plus efficiente et une ingénierie qui fonctionne.

Par rapport à la rénovation des vestiaires du rugby, une étude de programmation a été sollicitée.

Lionel BARBERIS :

Il est important que le mandat soit bien géré. L'utilisation d'une majorité des recettes pour le fonctionnement revient à supprimer autant d'investissements. Pour rappel, le premier seuil d'alerte par rapport au désendettement est de cinq ans, et non de douze ans. La mairie projette un niveau de désendettement de sept ans à la fin du mandat actuel.

Christophe VIGNAUD :

Les recettes sont honnêtes et modestes.

Lionel BARBERIS :

Ces recettes qui augmentent auraient pu être investies plutôt que d'être utilisées dans le cadre du fonctionnement. Si les recettes étaient intégrées à l'investissement, la capacité d'autofinancement de la commune serait grandement augmentée. Puisque les recettes supplémentaires sont intégrées au fonctionnement, vous privez la collectivité de recettes d'investissements conséquentes pour porter de beaux projets.

Christophe VIGNAUD :

Ces recettes sont investies. Nous assumons nos choix. Nous avons déjà mené de beaux projets.

Patrice BIANCONE :

Le budget de fonctionnement s'inscrit dans l'obligation d'un service public amélioré. Or, le gouvernement a annoncé sa volonté de réduire le nombre de fonctionnaires, mais 60.000 postes supplémentaires ont été créés en 2023. Il n'est pas possible de demander un meilleur service public et un meilleur service aux administrés, et, en parallèle, de réduire le nombre d'agents dans une municipalité et au niveau national. Le budget de fonctionnement a pour objectif de rendre service.

Lionel BARBERIS :

Un meilleur service public à l'heure actuelle ne dépend pas du nombre de postes déployés. Il s'agit de faire des choix de gestion stratégiques, souvent portés par le secteur privé. Ce sujet est illustré par l'exemple du stationnement payant. Sa gestion sera donnée au secteur privé, parce qu'il rend un

service plus efficace, plus rapide et plus rentable. Le secteur privé manipule les décisions de la mairie en ralentissant ses temps d'intervention.

Il est primordial que les élus fassent des choix de gestion aussi efficaces que ceux du secteur privé, sans dénaturer la fonction des agents publics. Il est possible de moderniser le service public pour lui faire gagner en efficacité, tout en stabilisant la masse salariale. Il est également possible de changer le positionnement de certains agents, dans le cadre de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC).

Christophe VIGNAUD :

Les mutations demandent du temps, des fonds, et doivent être justifiées et cohérentes par rapport à la politique menée.

Henri ARBEILLE :

La politique gouvernementale actuelle n'est peut-être pas la meilleure au vu du contexte. Il revient aux élus sur le terrain de montrer l'exemple.

Christophe VIGNAUD :

Je quitte la séance pour vous permettre de voter.

Édouard DUPOUY :

En l'absence de M. le Maire, un Président de séance doit être nommé. Je me porte volontaire.

Édouard DUPOUY est désigné Président de séance en l'absence de Christophe VIGNAUD.

Édouard DUPOUY :

Je vous propose de voter les comptes administratifs par section. Tout d'abord, le conseil municipal est invité à voter les dépenses de la partie fonctionnement, qui s'élèvent à 10.951.855 euros.

La section dépenses de fonctionnement des comptes administratifs 2023 est approuvée à la majorité (18 favorables, 6 défavorables).

Édouard DUPOUY :

Je vous propose de voter la partie recettes de fonctionnement, qui s'élève à 14.950.732 euros.

La section recettes de fonctionnement des comptes administratifs 2023 est approuvée à la majorité (18 favorables, 6 défavorables).

Édouard DUPOUY :

Je vous propose de voter la partie dépenses d'investissement, qui s'élève à 6.217.251 euros.

La section dépenses d'investissement des comptes administratifs 2023 est approuvée à la majorité (18 favorables, 6 défavorables).

Édouard DUPOUY :

Je vous propose de voter la partie recettes d'investissement, qui s'élève à 5.072.531 euros.

La section recettes d'investissement des comptes administratifs 2023 est approuvée à la majorité (18 favorables, 6 défavorables).

Édouard DUPOUY :

Je vous propose de voter le budget casino, avec 859.680 euros pour les dépenses de fonctionnement, 1.073.063 euros pour les recettes de fonctionnement, 259.670 euros pour les dépenses d'investissement et 590.383 euros pour les recettes d'investissement.

Le budget casino est approuvé à la majorité (18 favorables, 6 défavorables).

Édouard DUPOUY :

Je vous propose de voter le budget cinéma, avec 1.214 euros pour les dépenses de fonctionnement, 56.084 euros pour les recettes de fonctionnement, aucune dépense d'investissement et 34.271 euros pour les recettes d'investissement.

Le budget cinéma est approuvé à la majorité (18 favorables, 6 défavorables).

Édouard DUPOUY :

Je vous propose de voter le budget Pédebert, avec 268.781 euros pour les dépenses de fonctionnement, 268.781 euros pour les recettes de fonctionnement, aucune dépense, ni aucune recette d'investissement. Ce compte sera ensuite clôturé.

Le budget Pédebert est approuvé à la majorité (18 favorables, 6 défavorables).

Édouard DUPOUY :

Je vous propose de voter le budget restaurant, avec 62.385 euros pour les dépenses de fonctionnement, 119.403 euros pour les recettes de fonctionnement, 41.602 euros pour les dépenses d'investissement et 49.952 euros pour les recettes d'investissement.

Le budget restaurant est approuvé à la majorité (18 favorables, 6 défavorables).

Édouard DUPOUY :

Je vous propose de voter le budget des Barthes, avec 932.089 euros pour les dépenses de fonctionnement, 1.132.089 euros pour les recettes de fonctionnement, 1.864.179 euros pour les dépenses d'investissement et 932.089 euros pour les recettes d'investissement.

Henri ARBEILLE :

Pour rappel, la précédente mandature prévoyait la mise en œuvre d'un écoquartier. Le projet était d'apporter à la population des possibilités de logement. L'écoquartier était un beau projet, qui a été impacté par la loi sur les zones humides.

Le budget des Barthes est approuvé à la majorité (18 favorables, 6 défavorables).

Christophe VIGNAUD :

Une étude aurait dû être réalisée avant d'initier le projet d'écoquartier, qui était ambitieux. Nous avons mené une étude sur les terrains et une étude sera menée pour la programmation. La maison Bonhomme est située à la limite de la zone humide. Nous préférons utiliser les fonds qui étaient dédiés à la maison Bonhomme pour la ferme de Bielle.

Henri ARBEILLE :

Je tiens à rappeler que la réhabilitation de l'hôtel de la Forêt était intéressante, puisqu'elle a concerné le bourg de Soorts. L'hôtel de la Forêt a été investi afin de faire revivre le bourg de Soorts, avec une obligation imposée aux futurs acheteurs d'ouvrir des restaurants de bouche.

Christophe VIGNAUD :

L'hôtel de la Forêt a été vendu au secteur privé avec un prix largement insuffisant.

Séance du 8 mars 2024

Délibération n°240308-02-01 : Compte administratif 2023 : budget principal

Conformément à l'article L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, Le Maire ne prend pas part au vote,

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au Maire en charge des finances, donne lecture du Compte Administratif 2023 du budget principal dont les résultats budgétaires de l'exercice sont identiques à ceux du Compte de Gestion.

VU les articles L. 1612-12 et L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT l'avis de la commission des finances réunie le 5 février 2024,

CONSIDÉRANT la note de présentation des Comptes Administratifs exposée par Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au Maire en charge des finances,

CONSIDÉRANT que le Conseil Municipal a procédé à l'élection d'un nouveau Président de séance en la personne de Monsieur Édouard DUPOUY,

CONSIDÉRANT que Monsieur le Maire a quitté la séance pour le vote du Compte Administratif 2023,

Après en avoir délibéré,

Avec 17 voix pour,

Et 6 abstentions (H. ARBEILLE, L. BARBERIS, E. BESCHERON, C. CABANAC-ESCANDE, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP)

Le Conseil Municipal,

APPROUVE le Compte Administratif 2023 du budget principal de la Commune conformément à l'annexe jointe.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Séance du 8 mars 2024

Délibération n°240308-02-02 : Compte administratif 2023 : budget Casino

Conformément à l'article L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, Le Maire ne prend pas part au vote,

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au Maire en charge des finances, donne lecture du Compte Administratif 2023 du budget casino dont les résultats budgétaires de l'exercice sont identiques à ceux du Compte de Gestion.

VU les articles L. 1612-12 et L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT l'avis de la commission des finances réunie le 5 février 2024,

CONSIDÉRANT la note de présentation des Comptes Administratifs exposée par Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au Maire en charge des finances,

CONSIDÉRANT que le Conseil Municipal a procédé à l'élection d'un nouveau Président de séance en la personne de Monsieur Édouard DUPOUY,

CONSIDÉRANT que Monsieur le Maire a quitté la séance pour le vote du Compte Administratif 2023,

Après en avoir délibéré,

Avec 17 voix pour,

Et 6 abstentions (H. ARBEILLE, L. BARBERIS, E. BESCHERON, C. CABANAC-ESCANDE, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP)

Le Conseil Municipal,

APPROUVE le Compte Administratif 2023 du budget casino de la Commune conformément à l'annexe jointe.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Séance du 8 mars 2024

Délibération n°240308-02-03 : Compte administratif 2023 : budget Cinéma

Conformément à l'article L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, Le Maire ne prend pas part au vote,

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au Maire en charge des finances, donne lecture du Compte Administratif 2023 du budget cinéma dont les résultats budgétaires de l'exercice sont identiques à ceux du Compte de Gestion.

VU les articles L. 1612-12 et L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT l'avis de la commission des finances réunie le 5 février 2024,

CONSIDÉRANT la note de présentation des Comptes Administratifs exposée par Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au Maire en charge des finances,

CONSIDÉRANT que le Conseil Municipal a procédé à l'élection d'un nouveau Président de séance en la personne de Monsieur Édouard DUPOUY,

CONSIDÉRANT que Monsieur le Maire a quitté la séance pour le vote du Compte Administratif 2023,

Après en avoir délibéré,

Avec 17 voix pour,

Et 6 abstentions (H. ARBEILLE, L. BARBERIS, E. BESCHERON, C. CABANAC-ESCANDE, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP)

Le Conseil Municipal,

APPROUVE le Compte Administratif 2023 du budget cinéma de la Commune conformément à l'annexe jointe.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Séance du 8 mars 2024

Délibération n°240308-02-04 : Compte administratif 2023 : budget Pédebert extension 2

Conformément à l'article L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, Le Maire ne prend pas part au vote,

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au Maire en charge des finances, donne lecture du Compte Administratif 2023 du budget Pédebert extension 2 dont les résultats budgétaires de l'exercice sont identiques à ceux du Compte de Gestion.

VU les articles L. 1612-12 et L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT l'avis de la commission des finances réunie le 5 février 2024,

CONSIDÉRANT la note de présentation des Comptes Administratifs exposée par Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au Maire en charge des finances,

CONSIDÉRANT que le Conseil Municipal a procédé à l'élection d'un nouveau Président de séance en la personne de Monsieur Édouard DUPOUY,

CONSIDÉRANT que Monsieur le Maire a quitté la séance pour le vote du Compte Administratif 2023,

Après en avoir délibéré,

Avec 17 voix pour,

Et 6 abstentions (H. ARBEILLE, L. BARBERIS, E. BESCHERON, C. CABANAC-ESCANDE, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP)

Le Conseil Municipal,

APPROUVE le Compte Administratif 2023 du budget Pédebert extension 2 de la Commune conformément à l'annexe jointe.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Séance du 8 mars 2024

Délibération n°240308-02-05 : Compte administratif 2023 : budget restaurant front de mer

Conformément à l'article L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, Le Maire ne prend pas part au vote,

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au Maire en charge des finances, donne lecture du Compte Administratif 2023 du budget restaurant front de mer dont les résultats budgétaires de l'exercice sont identiques à ceux du Compte de Gestion.

VU les articles L. 1612-12 et L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT l'avis de la commission des finances réunie le 5 février 2024,

CONSIDÉRANT la note de présentation des Comptes Administratifs exposée par Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au Maire en charge des finances,

CONSIDÉRANT que le Conseil Municipal a procédé à l'élection d'un nouveau Président de séance en la personne de Monsieur Édouard DUPOUY,

CONSIDÉRANT que Monsieur le Maire a quitté la séance pour le vote du Compte Administratif 2023,

Après en avoir délibéré,

Avec 17 voix pour,

Et 6 abstentions (H. ARBEILLE, L. BARBERIS, E. BESCHERON, C. CABANAC-ESCANDE, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP)

Le Conseil Municipal,

APPROUVE le Compte Administratif 2023 du budget restaurant front de mer de la Commune conformément à l'annexe jointe.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Séance du 8 mars 2024

Délibération n°240308-02-06 : Compte administratif 2023 : budget lotissement les Barthes

Conformément à l'article L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, Le Maire ne prend pas part au vote,

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au Maire en charge des finances, donne lecture du Compte Administratif 2023 du budget lotissement les barthes dont les résultats budgétaires de l'exercice sont identiques à ceux du Compte de Gestion.

VU les articles L. 1612-12 et L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT l'avis de la commission des finances réunie le 5 février 2024,

CONSIDÉRANT la note de présentation des Comptes Administratifs exposée par Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au Maire en charge des finances,

CONSIDÉRANT que le Conseil Municipal a procédé à l'élection d'un nouveau Président de séance en la personne de Monsieur Édouard DUPOUY,

CONSIDÉRANT que Monsieur le Maire a quitté la séance pour le vote du Compte Administratif 2023,

Après en avoir délibéré,

Avec 17 voix pour,

Et 6 abstentions (H. ARBEILLE, L. BARBERIS, E. BESCHERON, C. CABANAC-ESCANDE, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP)

Le Conseil Municipal,

APPROUVE le Compte Administratif 2023 du budget lotissement les barthes de la Commune conformément à l'annexe jointe.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

3. Affectation des résultats 2023

Édouard DUPOUY :

Le budget principal a enregistré un excédent de fonctionnement à hauteur de 3.998.877 euros. Cet excédent sera reporté, à hauteur de 1.998.877 euros sur le fonctionnement et de 2 millions d'euros sur l'investissement. Le résultat d'investissement de 2023 était négatif, de -1.144.719 euros.

L'excédent sur la partie fonctionnement du casino s'élève à 213.383 euros et est reporté intégralement en fonctionnement. Le résultat d'investissement s'élève à 330.712 euros.

Le résultat de fonctionnement pour le cinéma s'élève à 54.870 euros, reporté entièrement en fonctionnement. Le résultat d'investissement s'élève à 34.271 euros.

L'excédent de fonctionnement s'élève à 57.017 euros pour le restaurant front de mer, reportés à hauteur de 42.017 euros en fonctionnement et 15.000 euros en investissement. Le résultat d'investissement s'élève à 8.350 euros.

Le résultat de fonctionnement sur les Barthes est de 200.000 euros. Il est reporté intégralement en fonctionnement. Le résultat d'investissement est négatif, de -932.089 euros.

Lionel BARBERIS :

Je souhaite obtenir un bilan du centenaire. Cette demande avait déjà été émise lors de la précédente commission Finances. L'ensemble des élus doit pouvoir obtenir les documents demandés. En tant que membre de la commission Finances, je vous demande simplement les éléments financiers du compte administratif, ligne à ligne, qui permettent de faire le bilan du centenaire. Je souhaite simplement obtenir une vision financière des événements du centenaire.

Céline LUNARDELLI :

Le bilan a été présenté à la commission Évènementiel, qui a eu lieu le 19 février 2024. Tous les documents présentés ont été envoyés. Un bilan moral et un bilan financier ont été réalisés suite au centenaire. 28 événements ont été organisés, et quarante actions au total ont eu lieu en 2023, dans le cadre du centenaire.

Henri ARBEILLE :

Ce débat traduit un malaise important en instance. Les élus de l'opposition sont obligés de demander par écrit le rapport financier du centenaire. Les commissions ne fonctionnent pas de manière adéquate.

Céline LUNARDELLI :

Il s'agit d'une incompréhension, les éléments financiers seront envoyés. Cette dernière remarque me semble inutile.

Édouard DUPOUY :

Je vous propose de procéder au vote pour l'affectation des résultats de 2023.

L'affectation des résultats de 2023 est approuvée à la majorité (18 favorables, 6 défavorables).

Séance du 8 mars 2024

Délibération n°240308-03-01 : Affectation des résultats 2023 : budget principal

Le vote du compte administratif et du compte de gestion constitue l'arrêté des comptes de la commune. Au titre de l'exercice clos, il fait ressortir un résultat de la section de fonctionnement et le solde d'exécution de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser.

L'instruction budgétaire encadre les modalités d'affectation du résultat de fonctionnement. Lorsque la section d'investissement fait apparaître un besoin de financement, le résultat de fonctionnement doit être affecté en priorité à la couverture de ce besoin (compte 1068) et le solde, selon la décision de l'assemblée délibérante, est inscrit en excédents de fonctionnement reportés (reports à nouveau compte 002) ou en dotation complémentaire de réserves (compte 1068).

Après l'approbation du compte administratif 2023 du budget principal, il y a lieu de procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement constaté à la clôture de cet exercice.

VU l'article L. 2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les instructions comptables M57,

VU les résultats des Comptes Administratifs 2023 et notamment celui du budget principal (délibération n°240308-02-01),

CONSIDÉRANT l'avis de la commission des finances réunie le 5 février 2024 et après avoir entendu les résultats du compte administratif 2023 et son vote,

Après en avoir délibéré,

Avec 18 voix pour

Et 6 abstentions (H. ARBEILLE, L. BARBERIS, E. BESCHERON, C. CABANAC-ESCANDE, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP)

Le Conseil Municipal,

DÉCIDE d'affecter le résultat de fonctionnement 2023 comme suit :

- Budget Principal Commune :

Résultat de fonctionnement 2023 :	3 998 877,16 €
-----------------------------------	----------------

Il est proposé

- d'affecter au c/1068 :	2 000 000,00 €
--------------------------	----------------

- de reporter au c/002 :	1 998 877,16 €
--------------------------	----------------

Résultat d'investissement 2023, reporté au c/001 :	-1 144 719,89 €
--	-----------------

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Séance du 8 mars 2024

Délibération n°240308-03-02 : Affectation des résultats 2023 : budget casino

Le vote du compte administratif et du compte de gestion constitue l'arrêté des comptes de la commune. Au titre de l'exercice clos, il fait ressortir un résultat de la section de fonctionnement et le solde d'exécution de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser.

L'instruction budgétaire encadre les modalités d'affectation du résultat de fonctionnement. Lorsque la section d'investissement fait apparaître un besoin de financement, le résultat de fonctionnement doit être affecté en priorité à la couverture de ce besoin (compte 1068) et le solde, selon la décision de l'assemblée délibérante, est inscrit en excédents de fonctionnement reportés (reports à nouveau compte 002) ou en dotation complémentaire de réserves (compte 1068).

Après l'approbation du compte administratif 2023 du budget casino, il y a lieu de procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement constaté à la clôture de cet exercice.

VU l'article L. 2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les instructions comptables M57,

VU les résultats des Comptes Administratifs 2023 et notamment celui du budget casino (délibération n°240308-02-02),

CONSIDÉRANT l'avis de la commission des finances réunie le 5 février 2024 et après avoir entendu les résultats du compte administratif 2023 et son vote,

Après en avoir délibéré,

Avec 18 voix pour

Et 6 abstentions (H. ARBEILLE, L. BARBERIS, E. BESCHERON, C. CABANAC-ESCANDE, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP)

Le Conseil Municipal,

DÉCIDE d'affecter le résultat de fonctionnement 2023 comme suit :

- Budget casino :

Résultat de fonctionnement 2023 :	213 383,43 €
-----------------------------------	--------------

Il est proposé

- d'affecter au c/1068 :	0,00 €
--------------------------	--------

- de reporter au c/002 :	213 383,43 €
--------------------------	--------------

Résultat d'investissement 2023, reporté au c/001 :	330 712,37 €
--	--------------

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Séance du 8 mars 2024

Délibération n°240308-03-03 : Affectation des résultats 2023 : budget cinéma

Le vote du compte administratif et du compte de gestion constitue l'arrêté des comptes de la commune. Au titre de l'exercice clos, il fait ressortir un résultat de la section de fonctionnement et le solde d'exécution de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser.

L'instruction budgétaire encadre les modalités d'affectation du résultat de fonctionnement. Lorsque la section d'investissement fait apparaître un besoin de financement, le résultat de fonctionnement doit être affecté en priorité à la couverture de ce besoin (compte 1068) et le solde, selon la décision de l'assemblée délibérante, est inscrit en excédents de fonctionnement reportés (reports à nouveau compte 002) ou en dotation complémentaire de réserves (compte 1068).

Après l'approbation du compte administratif 2023 du budget cinéma, il y a lieu de procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement constaté à la clôture de cet exercice.

VU l'article L. 2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les instructions comptables M57,

VU les résultats des Comptes Administratifs 2023 et notamment celui du budget cinéma (délibération n°240308-02-03),

CONSIDÉRANT l'avis de la commission des finances réunie le 5 février 2024 et après avoir entendu les résultats du compte administratif 2023 et son vote,

Après en avoir délibéré,

Avec 18 voix pour

Et 6 abstentions (H. ARBEILLE, L. BARBERIS, E. BESCHERON, C. CABANAC-ESCANDE, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP)

Le Conseil Municipal,

DÉCIDE d'affecter le résultat de fonctionnement 2023 comme suit :

- Budget cinéma :

Résultat de fonctionnement 2023 :	54 870,56 €
-----------------------------------	-------------

Il est proposé

- d'affecter au c/1068 :	0,00 €
--------------------------	--------

- de reporter au c/002 :	54 870,56 €
--------------------------	-------------

Résultat d'investissement 2023, reporté au c/001 :	34 271,10 €
--	-------------

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Séance du 8 mars 2024

Délibération n°240308-03-04 : Affectation des résultats 2023 : budget restaurant front de mer

Le vote du compte administratif et du compte de gestion constitue l'arrêté des comptes de la commune. Au titre de l'exercice clos, il fait ressortir un résultat de la section de fonctionnement et le solde d'exécution de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser.

L'instruction budgétaire encadre les modalités d'affectation du résultat de fonctionnement. Lorsque la section d'investissement fait apparaître un besoin de financement, le résultat de fonctionnement doit être affecté en priorité à la couverture de ce besoin (compte 1068) et le solde, selon la décision de l'assemblée délibérante, est inscrit en excédents de fonctionnement reportés (reports à nouveau compte 002) ou en dotation complémentaire de réserves (compte 1068).

Après l'approbation du compte administratif 2023 du budget restaurant front de mer, il y a lieu de procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement constaté à la clôture de cet exercice.

VU l'article L. 2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les instructions comptables M4,

VU les résultats des Comptes Administratifs 2023 et notamment celui du budget restaurant front de mer (délibération n°240308-02-05),

CONSIDÉRANT l'avis de la commission des finances réunie le 5 février 2024 et après avoir entendu les résultats du compte administratif 2023 et son vote,

Après en avoir délibéré,

Avec 18 voix pour

Et 6 abstentions (H. ARBEILLE, L. BARBERIS, E. BESCHERON, C. CABANAC-ESCANDE, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP)

Le Conseil Municipal,

DÉCIDE d'affecter le résultat de fonctionnement 2023 comme suit :

- Budget restaurant front de mer :

Résultat de fonctionnement 2023 :	57 017,99 €
-----------------------------------	-------------

Il est proposé

- d'affecter au c/1068 :	15 000,00 €
--------------------------	-------------

- de reporter au c/002 :	42 017,99 €
--------------------------	-------------

Résultat d'investissement 2023, reporté au c/001 :	8 350,49 €
--	------------

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Séance du 8 mars 2024

Délibération n°240308-03-05 : Affectation des résultats 2023 : budget lotissement les Barthes

Le vote du compte administratif et du compte de gestion constitue l'arrêté des comptes de la commune. Au titre de l'exercice clos, il fait ressortir un résultat de la section de fonctionnement et le solde d'exécution de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser.

L'instruction budgétaire encadre les modalités d'affectation du résultat de fonctionnement. Lorsque la section d'investissement fait apparaître un besoin de financement, le résultat de fonctionnement doit être affecté en priorité à la couverture de ce besoin (compte 1068) et le solde, selon la décision de l'assemblée délibérante, est inscrit en excédents de fonctionnement reportés (reports à nouveau compte 002) ou en dotation complémentaire de réserves (compte 1068).

Après l'approbation du compte administratif 2023 du budget lotissement les barthes, il y a lieu de procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement constaté à la clôture de cet exercice.

VU l'article L. 2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les instructions comptables M57,

VU les résultats des Comptes Administratifs 2023 et notamment celui du budget lotissement les barthes (délibération n°240308-02-06),

CONSIDÉRANT l'avis de la commission des finances réunie le 5 février 2024 et après avoir entendu les résultats du compte administratif 2023 et son vote,

CONSIDÉRANT que pour les budgets « de comptabilité de stock » tels que « les lotissements », il n'y a pas lieu d'effectuer de virement des excédents de la section de fonctionnement vers la section d'investissement (compte 1068) pour couvrir le déficit de la section d'investissement,

Après en avoir délibéré,

Avec 18 voix pour

Et 6 abstentions (H. ARBEILLE, L. BARBERIS, E. BESCHERON, C. CABANAC-ESCANDE, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP)

Le Conseil Municipal,

DÉCIDE d'affecter le résultat de fonctionnement 2023 comme suit :

- Budget lotissement les barthes :

Résultat de fonctionnement 2023 :	200 000,00 €
-----------------------------------	--------------

Il est proposé

- d'affecter au c/1068 :	0,00 €
--------------------------	--------

- de reporter au c/002 :	200 000,00 €
--------------------------	--------------

Résultat d'investissement 2023, reporté au c/001 :	-932 089,73 €
--	---------------

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

4. Bilan des acquisitions et cessions foncières 2023

Édouard DUPOUY :

Un tableau récapitulatif détaille les acquisitions et cessions foncières de 2023. Une surface a été acquise sur les Barthes. Un terrain en face des Corciers a fait l'objet d'une cession.

Le bilan des acquisitions et des cessions foncières de 2023 est approuvé à l'unanimité.

Séance du 8 mars 2024

Délibération n°240308-04 : Bilan des acquisitions et cessions foncières 2023

L'an deux mille vingt-quatre, le huit mars à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le deux mars deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 20

Votants : 24

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Quentin BENCHETRIT, Jean-Marc LEROY, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ a donné procuration à Edouard DUPOUY, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Emmanuelle BESCHERON a donné procuration à Christian DUCAMP

Absents non représentés : Quentin BENCHETRIT, Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint aux finances rappelle à l'assemblée que l'article L. 2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le bilan annuel des acquisitions et cessions foncières réalisées par la Commune, donne lieu à une délibération du Conseil Municipal. Ce bilan est annexé au Compte Administratif de la Commune.

Pour l'année 2023, les acquisitions et cessions suivantes ont été réalisées :

Acquisitions :

Date délibération	Objet de l'acquisition	Vendeur	Surface m²	Montant	Date acquisition	Sections cadastrales	Budget
28/04/2023	Espaces naturels sensibles Les Barthes	MANAS Aline	5 324	1 526,72 €	12/07/2023	AT-16 et AT-18	COMMUNE

Cessions :

Date délibération	Objet de la cession	Acquéreur	Surface m²	Montant	Date cession	Sections cadastrales	Budget
30/09/2022	Terrain Impasse les Corciers	Société HAVI	59	1 180,00 €	29/06/2023	BL-361 et BL-348	COMMUNE

CONSIDÉRANT l'obligation d'annexer au Compte Administratif de la Commune le bilan annuel des acquisitions et cessions foncières réalisées par la Ville,

VU les articles L.1612-12 et L.2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales,

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,***

PREND ACTE du bilan 2023 des acquisitions et cessions foncières tel qu'il figure dans les tableaux ci-dessus.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

5. Budgets primitifs 2024

Édouard DUPOUY :

Les budgets primitifs 2024 prévoient une variation importante des recettes de fonctionnement, avec une majoration de la taxe d'habitation pour les résidences secondaires et une évolution des bases fiscales.

Le budget des droits de mutation est mesuré suite au ralentissement du volume de transactions immobilières. Il est donc prévu un montant de 1,2 million d'euros. La taxe de séjour bénéficie d'un complément de recettes sous la forme d'une taxe liée à la LGV. Cette recette sera reversée dans sa totalité.

Les autres recettes comportent notamment le stationnement, qui vise à dynamiser les rotations de véhicules. En cours d'année 2024, la cession de la maison Lacout est prévue, pour 540.000 euros.

En termes de fiscalité, le choix proposé est de laisser inchangés les taux d'imposition de 2024. Ces taux n'ont pas évolué depuis 2012. Il s'agit d'un choix politique réel et important.

Lionel BARBERIS :

Les recettes ont augmenté de manière structurelle, sans faire évoluer les impôts.

Édouard DUPOUY :

Le montant de la DGF pour 2024 est similaire au montant de 2023, à hauteur de 699.071 euros.

Les dépenses réelles de fonctionnement prévoient une évolution des charges de personnel à hauteur de 6.043.336 euros. Les charges de gestion s'élèvent à 5.391.000 euros et sont en léger recul. Les dépenses réelles de fonctionnement sont de 11.610.827 euros, contre 11.292.678 euros en 2023. Cet écart de 318.000 euros s'explique par un important niveau d'inflation et l'augmentation de la présence de vigiles en l'absence de gendarmes lors des Jeux Olympiques.

Les charges de personnel augmentent, car l'État a prévu d'ajouter cinq points d'indice à tous les agents, la prime de pouvoir d'achat, ainsi qu'un certain nombre d'augmentations de taux. De plus, 2024 est une année de recensement. Ces coûts ont donc été intégrés au budget prévisionnel. L'assurance statutaire s'élève à 72.700 euros en 2024, soit une augmentation de 45.000 euros par rapport à 2023.

De plus, l'amélioration salariale se traduit par la mise en œuvre de la troisième phase de réajustement de l'indice. Enfin, l'amélioration des services nécessite un remplacement poste pour poste à la police municipale et à l'urbanisme, avec notamment le recrutement d'un adjoint à la police pendant neuf mois en 2024. Le nombre d'agents en équivalent temps plein (ETP) s'élève à 136 ETP en 2024.

Lionel BARBERIS :

Je constate 10% d'augmentation des charges de personnel entre 2023 et 2024. Je crains que nous recommencions à endetter de nouveau la commune au titre de 2024 et de 2025.

Christophe VIGNAUD :

Le budget est prévisionnel, il pourrait évoluer au cours de l'année. L'objectif est d'établir un budget clair et honnête. Nous pourrions faire en sorte d'inclure les recettes prévisionnelles, mais nous essayons d'être honnêtes et préventifs.

Édouard DUPOUY :

La question repose sur le coût des charges de personnel dans le cadre des dépenses réelles de fonctionnement. 52% des dépenses de fonctionnement sont dédiées aux charges de personnel. Ce taux est en augmentation, mais il est faible par rapport à d'autres villes.

Lionel BARBERIS :

Nous sommes une commune aisée, avec des moyens conséquents. Il n'est pas réaliste de nous comparer à d'autres communes. Nous devons effectuer la meilleure gestion possible avec les moyens dont nous disposons.

Édouard DUPOUY :

La section d'investissement des budgets primitifs 2024 montre une variation de l'emprunt de 3,5 millions. Il est composé de l'emprunt de 2 millions d'euros voté en fin d'année 2023 et un emprunt d'un million d'euros pour amorcer les travaux sur le Sporting Casino. Les recettes réelles d'investissement s'élèvent donc à 8.256.472 euros au titre de 2024. Elles sont en forte augmentation.

De plus, les soldes des subventions seront encaissés, à hauteur de 180.000 euros pour la police municipale et de 350.000 euros pour la place des Landais. Il est prévu d'encaisser 84.000 euros pour les travaux de l'avenue de Bordeaux, reliant Soorts et Hossegor. La structure des recettes réelles d'investissement montre 36% d'emprunt et de dettes assimilées.

Les dépenses réelles d'investissement de 2024 s'élèveront à 1.779.530 euros, contre 6,3 millions d'euros en 2023. Il n'existe pas de reste à réaliser pour les AP/CP en 2023. En revanche, les crédits de CP 2023 non consommés sont réaffectés automatiquement en 2024.

Les plans d'investissement prévoient 200.000 euros pour le plan Lumière, 450.000 euros pour les travaux de la place des Landais, 600.000 euros pour les travaux sur les bâtiments communaux, 360.000 euros de solde de la maison Bonhomme, et 2,72 millions d'euros pour les travaux de liaison entre Soorts et Hossegor.

Lionel BARBERIS :

Où sera implémentée la fibre noire prévue au budget des investissements de 2024 ? Une compétence a été déléguée à la SPL pour effectuer ce genre de travaux.

Christophe VIGNAUD :

Nous profiterons des travaux de l'avenue de Bordeaux pour l'implémenter sur cet axe. La fibre noire est mise en place en partie pour le plan communal de sauvegarde (PCS), permettant d'établir une forme d'indépendance en cas de catastrophe climatique notamment.

Édouard DUPOUY :

Le plan plage prévoit des travaux d'amélioration des accès aux plages lacustres, de la signalétique et de l'aménagement du poste de secours, pour 747.500 euros. Les travaux débuteraient en novembre 2024 et seraient subventionnés à 40% par le FNADT, le Département et la Région. Le reste à charge pour la commune serait d'environ 350.000 euros.

Les travaux du Sporting Casino s'élèvent à 1 million d'euros. Plusieurs phases de travaux sont prévues sur trois ans. La piscine, l'auditorium et le restaurant feront l'objet de travaux entre septembre 2024 et décembre 2026.

Les travaux de canalisation entre lac et mer ne sont pas inscrits au budget, puisque nous attendons la signature des conventions de financement. Une fois ces conventions signées, le coût sera ajouté aux budgets primitifs.

Lionel BARBERIS :

À combien s'élèvent les charges de fonctionnement pour ces travaux ? Ces charges doivent être anticipées. De plus, il est nécessaire d'obtenir une stratégie GEMAPI claire pour 2024 et 2025. Il est important que la commune soit mobilisée sur ce sujet.

Christophe VIGNAUD :

Les coûts de fonctionnement liés à l'exploitation ont été estimés entre 150.000 euros et 250.000 euros. Un plan de gestion des sédiments (PGS) a été effectué sur les trois communes. Le PGS a montré une faiblesse sur la plage Centrale et la plage d'Or. Il est important de remettre le lac en valeur.

Édouard DUPOUY :

Le total des dépenses réelles d'investissement sur 2024 s'élèvera à 1.779.530 euros. Le remboursement de la dette en capital s'élèvera à 473.900 euros. Le niveau d'épargne brute reste solide, puisqu'il est de 8,68%. L'épargne nette s'élève à 673.384 euros, et la capacité de désendettement s'élève à 4,58 ans.

Lionel BARBERIS :

L'épargne nette de 2021 s'élevait à 2,930 millions d'euros. Malgré la baisse de la dette, l'épargne nette diminue, alors que l'épargne est censée rembourser la dette. La commune a donc une capacité d'investissement moindre.

Édouard DUPOUY :

En simulant sur l'année 2024, la capacité de désendettement pourrait s'élever à environ 3,15 ans. L'épargne brute et les seuils d'alerte de la collectivité sont respectables. Le seuil d'alerte établi à douze ans de désendettement est respecté.

Lionel BARBERIS :

À partir de cinq ans de désendettement, les emprunts bancaires sont plus difficiles à obtenir. Entre dix et douze ans de désendettement, les banques analysent encore davantage les demandes d'emprunt. Ce seuil de désendettement concerne simplement la solvabilité de la commune auprès des banques.

Édouard DUPOUY :

Je vous propose de voter les budgets primitifs de 2024. Les dépenses de fonctionnement sont soumises au vote, à hauteur de 14.363.710 euros. Les recettes de fonctionnement sont soumises au vote, à hauteur de 14.363.710 euros. Les dépenses d'investissement s'élèveraient à 11.638.455 euros, et les recettes d'investissement s'élèveraient à 11.638.455 euros.

Lionel BARBERIS :

Nous voterons contre la partie budgétaire, puisque nous estimons que la gestion de financière de la commune atteint un point bas et que les courbes sont en train de s'inverser. Cette tendance est dangereuse pour l'avenir.

Le budget principal de 2024 est approuvé à la majorité (18 favorables, 2 abstentions, 4 défavorables).

Édouard DUPOUY :

Je vous propose de voter le budget casino, avec 377.959 euros pour les dépenses et les recettes de fonctionnement, et 611.171 euros pour les dépenses et les recettes d'investissement.

Le budget casino est approuvé à la majorité (18 favorables, 2 abstentions, 4 défavorables).

Édouard DUPOUY :

Je vous propose de voter le budget cinéma, avec 60.745 euros pour les dépenses et les recettes de fonctionnement, et 73.516 euros de dépenses et de recettes d'investissement.

Le budget cinéma est approuvé à la majorité (18 favorables, 2 abstentions, 4 défavorables).

Édouard DUPOUY :

Je vous propose de voter le budget du restaurant du front de mer, avec 127.854 euros pour les dépenses et les recettes de fonctionnement, et 111.105 euros pour les dépenses et les recettes d'investissement.

Le budget restaurant est approuvé à la majorité (18 favorables, 2 abstentions, 4 défavorables).

Édouard DUPOUY :

Je vous propose de voter le budget des Barthes, avec 1.954.179 euros pour les dépenses et les recettes de fonctionnement, et 1.914.179 euros pour les dépenses et les recettes d'investissement.

Le budget des Barthes est approuvé à la majorité (18 favorables, 2 abstentions, 4 défavorables).

Séance du 8 mars 2024

Délibération n°240308-05-01 : Budget primitif exercice 2024 : budget principal

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'instruction budgétaire et comptable M57,

VU La délibération du Conseil Municipal en date du 9 décembre 2022 adoptant la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1^{er} janvier 2023,

VU le débat d'orientation budgétaire tenu lors de la séance du conseil municipal du 19 janvier 2024,

VU la délibération n°240308-03-01 du 8 mars 2024 portant vote des affectations des résultats du budget principal pour l'exercice 2023,

Monsieur le Maire et Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, sur proposition de la commission municipale « Finances » qui s'est réunie le 5 février 2024, présentent le budget primitif du budget principal, pour l'exercice 2024.

Après en avoir délibéré,

Avec 18 voix pour

4 votes contre (H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP)

Et 2 abstentions (E. BESCHERON, C. CABANAC-ESCANDE,)

Le Conseil Municipal,

APPROUVE le budget primitif 2024 du budget principal, chapitre par chapitre, les votes étant répertoriés dans le document joint.

La balance du Budget Primitif 2024 du budget principal se résume comme suit :

	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	14 363 710,72 €	14 363 710,72 €
INVESTISSEMENT	11 638 455,77 €	11 638 455,77 €
TOTAL	26 002 166,49 €	26 002 166,49 €

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Séance du 8 mars 2024

Délibération n°240308-05-02 : Budget primitif exercice 2024 : budget Casino

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'instruction budgétaire et comptable M57,

VU La délibération du Conseil Municipal en date du 9 décembre 2022 adoptant la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1^{er} janvier 2023,

VU le débat d'orientation budgétaire tenu lors de la séance du conseil municipal du 19 janvier 2024,

VU la délibération n°240308-03-02 du 8 mars 2024 portant vote des affectations des résultats du budget casino pour l'exercice 2023,

Monsieur le Maire et Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, sur proposition de la commission municipale « Finances » qui s'est réunie le 5 février 2024, présentent le budget primitif du budget casino, pour l'exercice 2024.

Après en avoir délibéré,

Avec 18 voix pour

4 votes contre (H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP)

Et 2 abstentions (E. BESCHERON, C. CABANAC-ESCANDE,)

Le Conseil Municipal,

APPROUVE le budget primitif 2024 du budget casino, chapitre par chapitre, les votes étant répertoriés dans le document joint.

La balance du Budget Primitif 2024 du budget casino se résume comme suit :

	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	377 959,55 €	377 959,55 €
INVESTISSEMENT	611 171,92 €	611 171,92 €
TOTAL	989 131,47 €	989 131,47 €

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Séance du 8 mars 2024

Délibération n°240308-05-03 : Budget primitif exercice 2024 : budget cinéma

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'instruction budgétaire et comptable M57,

VU La délibération du Conseil Municipal en date du 9 décembre 2022 adoptant la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1^{er} janvier 2023,

VU le débat d'orientation budgétaire tenu lors de la séance du conseil municipal du 19 janvier 2024,

VU la délibération n°240308-03-03 du 8 mars 2024 portant vote des affectations des résultats du budget cinéma pour l'exercice 2023,

Monsieur le Maire et Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, sur proposition de la commission municipale « Finances » qui s'est réunie le 5 février 2024, présentent le budget primitif du budget cinéma, pour l'exercice 2024.

Après en avoir délibéré,

Avec 18 voix pour

4 votes contre (H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP)

Et 2 abstentions (E. BESCHERON, C. CABANAC-ESCANDE,)

Le Conseil Municipal,

APPROUVE le budget primitif 2024 du budget cinéma, chapitre par chapitre, les votes étant répertoriés dans le document joint.

La balance du Budget Primitif 2024 du budget cinéma se résume comme suit :

	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	60 745,56 €	60 745,56 €
INVESTISSEMENT	73 516,66 €	73 516,66 €
TOTAL	134 262,22 €	134 262,22 €

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Séance du 8 mars 2024

Délibération n°240308-05-04 : Budget primitif exercice 2024 : budget restaurant front de mer

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le débat d'orientation budgétaire tenu lors de la séance du conseil municipal du 19 janvier 2024,

VU la délibération n°240308-03-04 du 8 mars 2024 portant vote des affectations des résultats du budget restaurant front de mer pour l'exercice 2023,

Monsieur le Maire et Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, sur proposition de la commission municipale « Finances » qui s'est réunie le 5 février 2024, présentent le budget primitif du budget restaurant front de mer, pour l'exercice 2024.

Après en avoir délibéré,

Avec 18 voix pour

4 votes contre (H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP)

Et 2 abstentions (E. BESCHERON, C. CABANAC-ESCANDE,)

Le Conseil Municipal,

APPROUVE le budget primitif 2024 du budget restaurant front de mer, chapitre par chapitre, les votes étant répertoriés dans le document joint.

La balance du Budget Primitif 2024 du budget restaurant front de mer se résume comme suit :

	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	127 854,99 €	127 854,99 €
INVESTISSEMENT	111 105,48 €	111 105,48 €
TOTAL	238 960,47 €	238 960,47 €

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Séance du 8 mars 2024

Délibération n°240308-05-05 : Budget primitif exercice 2024 : budget lotissement les Barthes

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'instruction budgétaire et comptable M57,

VU La délibération du Conseil Municipal en date du 9 décembre 2022 adoptant la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1^{er} janvier 2023,

VU le débat d'orientation budgétaire tenu lors de la séance du conseil municipal du 19 janvier 2024,

VU la délibération n°240308-03-05 du 8 mars 2024 portant vote des affectations des résultats du budget lotissement les Barthes pour l'exercice 2023,

Monsieur le Maire et Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, sur proposition de la commission municipale « Finances » qui s'est réunie le 5 février 2024, présentent le budget primitif du budget lotissement les Barthes, pour l'exercice 2024.

Après en avoir délibéré,

Avec 18 voix pour

4 votes contre (H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP)

Et 2 abstentions (E. BESCHERON, C. CABANAC-ESCANDE,)

Le Conseil Municipal,

APPROUVE le budget primitif 2024 du budget lotissement les Barthes, chapitre par chapitre, les votes étant répertoriés dans le document joint.

La balance du Budget Primitif 2024 du budget lotissement les Barthes se résume comme suit :

	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	1 964 179,46 €	1 964 179,46 €
INVESTISSEMENT	1 914 179,46 €	1 914 179,46 €
TOTAL	3 878 358,92 €	3 878 358,92 €

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

6. Autorisations de programmes et crédits de paiements AP/CP du BP 2024

Édouard DUPOUY :

Pour la place des Landais, l'AP/CP sera ajusté à hauteur de 4.610.045 euros, ce qui correspond au solde des travaux à payer sur 2024. Un ajustement est appliqué sur la voirie, le marché prend fin en avril 2024 et le solde, de 38.000 euros, devra être réglé en 2024. Le solde du poste de police devra également être réglé en 2024, pour 120.000 euros. Aucune modification n'a lieu pour les travaux de l'avenue de Bordeaux ni pour le plan Lumière.

Le marché du Pluvial se termine en avril 2024, 35.000 euros seront donc réglés en 2024. L'AP/CP de l'avenue des écoles sera ajusté à 514.000 euros en 2024, payés intégralement au cours de l'année. Le plan plage est ajusté, avec des dépenses de 160.000 euros sur l'année 2024, pour un total de 900.000 euros.

La première tranche de la réhabilitation du Sporting Casino débute en 2024. Une autorisation de 571.171 euros est appliquée aux crédits de l'année 2024.

De nouveaux marchés Voirie et Pluvial seront contractés pour la période 2024-2027.

Lionel BARBERIS :

La phase d'étude pour le Sporting n'est-elle pas intégrée aux AP/CP ?

Édouard DUPOUY :

Elle est intégrée aux budgets annexes. Je vous propose de procéder au vote sur les AP/CP.

Les autorisations de programmes et crédits de paiements 2024 sont approuvées à la majorité (18 favorables, 2 abstentions, 4 défavorables).

Séance du 8 mars 2024

Délibération n°240308-06 : Autorisations de Programme et Crédits de Paiement APCP - Budgets primitifs 2024

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des Finances, rappelle le contexte des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement.

Il précise la nécessité de créer et modifier le montant de certaines APCP compte tenu du vote du budget primitif 2024 du budget principal et des budgets annexes.

VU les articles L. 2311-3 du code général des collectivités territoriales portant définition des Autorisations de Programme et Crédits de Paiement,

VU le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement,

VU l'instruction comptable M57,

VU l'avis favorable de la commission municipale Finances en date du 5 février 2024,

Après en avoir délibéré,

Avec 18 voix pour

4 votes contre (H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP)

Et 2 abstentions (E. BESCHERON, C. CABANAC-ESCANDE,)

Le Conseil Municipal,

DÉCIDE d'ajuster et/ou ouvrir les Autorisations de Programme et Crédits de Paiement (AP/CP) des opérations suivantes :

Budget principal

Voir tableau ci-joint, PJ n°1.

Budget annexe casino

Voir tableau ci-joint, PJ n°2.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

7. Taux d'imposition pour l'année 2024

Édouard DUPOUY :

Les taux d'imposition sont inchangés. La taxe d'habitation sur les résidences principales s'élève à 11,67%. La taxe foncière sur le bâti s'élève à 8,82%. La taxe foncière sur le non-bâti s'élève à 72,5%. Aucun taux d'imposition n'a été augmenté.

Les taux d'imposition de l'année 2024 sont approuvés à l'unanimité.

André JAKUBIEC :

Nous tenons nos engagements. Les Français sont fatigués de voir les impôts augmenter. Au niveau local, nous savons être responsables.

Séance du 8 mars 2024

Délibération n°240308-07 : Taux d'imposition pour l'année 2024

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des Finances, après validation de la commission municipale « Finances » qui s'est réunie le 5 février 2024, propose à l'assemblée délibérante de ne pas augmenter les taux d'imposition et de les maintenir au niveau de ceux de l'année passée.

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

DÉCIDE de maintenir les taux d'imposition au niveau de ceux de 2023. Les taux d'imposition 2024 donc sont les suivants :

- | | |
|--|---------|
| - Taxe d'habitation (sur les résidences non principales) : | 11,67 % |
| - Taxe foncière sur les propriétés bâties : | 28,82 % |
| - Taxe foncière sur les propriétés non bâties : | 72,50 % |

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

8. Subventions 2024

Christophe VIGNAUD :

Je vous propose de voter directement les subventions 2024, qui ont été présentées en commission Finances élargie. Catherine CERIZAY-MONTAUT, Emmanuelle BESCHERON et Jean BELLOCQ ne prendront pas part au vote.

Lionel BARBERIS :

Quelles associations disposent d'une convention d'objectifs et de moyens ? Il est important d'en proposer davantage, pour les associations disposant de locaux en front de mer. Si la mise à disposition des locaux est valorisée, la convention d'objectifs et de moyens est nettement dépassée.

Christophe VIGNAUD :

Seuls l'office du tourisme et trois associations bénéficient d'une convention d'objectifs et de moyens à l'heure actuelle. Un travail est en cours sur le sujet.

Catherine CERIZAY :

En 2023, les subventions s'élevaient à 56.000 euros, contre 45.500 euros prévus au titre de 2024. J'espère que cette baisse ne résulte pas d'une baisse du tissu associatif de la commune.

Édouard DUPOUY :

Non, il s'agit simplement d'une baisse des subventions votée précédemment. Dès lors que la subvention est conventionnée, le montant est voté dans le cadre de la convention.

Je vous propose de procéder au vote relatif aux subventions.

Les subventions 2024 sont approuvées à l'unanimité.

Séance du 8 mars 2024

Délibération n°240308-08 : Subventions 2024 aux associations

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1611-4,

CONSIDÉRANT l'avis de la commission municipale « Finances » élargie aux élus en lien avec le tissu associatif, culturel et sportif qui s'est réunie le 15 janvier 2024,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité des votants
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE les subventions de fonctionnement attribuées aux associations telles que listées dans le tableau ci-joint.

En tant que personnes intéressées, ne prennent pas part au vote :

- Madame Emmanuelle BESCHERON pour les associations : Hossegor Sauvetage Côtier/ Océan Life-Swimrun ;
- Mme Catherine CERIZAY-MONTAUT pour l'association Mélomanes ;
- Monsieur Jean BELLOCQ pour l'association Sport de combat

PRECISE que la totalité des subventions « manifestations » forme une enveloppe de crédits budgétaires sur laquelle le conseil municipal doit se prononcer et qu'il sera possible de relier à chacune des associations concernées, en cours d'année, si la ou les manifestations ont bien lieu en 2024.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

9. Convention financière 2024-2025 Festival Lire sur la Vague

Édouard DUPOUY :

Il est proposé au vote une convention financière pour l'association Lire sur la Vague, pour les années 2024 et 2025. La convention est similaire à la précédente. Il est prévu 15.000 euros de subventions par an. L'évènement a lieu de manière alternée entre Seignosse et Soorts-Hossegor.

Christophe VIGNAUD :

Cette opération, que la commune soutient depuis plusieurs années, est importante. Un ajout dans la convention est d'obtenir les éléments comptables vérifiés par un comptable. La deuxième condition est de ne plus organiser l'évènement au Sporting, mais sur le terrain de rugby.

La convention financière 2024-2025 du festival Lire sur la Vague est approuvée à l'unanimité.

Séance du 8 mars 2024

Délibération n° 240308-09 : Convention financière et tripartite avec l'association Lire sur la Vague et la commune de Seignosse pour 2024 et 2025

L'association Lire sur la vague a pour objet la lutte contre l'illettrisme, notamment chez les plus jeunes, par la promotion du livre et de la lecture auprès des collectivités publiques et des familles. Le Festival Lire sur la vague est le point d'orgue des actions menées par l'association tout au long de l'année.

Afin de mener à bien son Festival, l'association Lire sur la vague a sollicité la commune de Seignosse et celle de Soorts-Hossegor pour soutenir logistiquement et financièrement la mise en œuvre dudit Festival.

Les Villes de Seignosse et de Soorts-Hossegor sont persuadées que la culture est une valeur ajoutée pour notre société et plus spécifiquement pour les communes. La culture quelle que soit sa vocation – artistique, culturelle, sportive, sociale ou autre, et notamment la lecture – contribue à l'épanouissement individuel et collectif, participe à favoriser le lien social et enrichit la capacité des individus à vivre ensemble.

Pour les enfants, la lecture ouvre des portes vers des mondes magiques ou imaginaires, fait voyager et permet de nombreuses découvertes. Elle les aide à mieux se débrouiller dans la vie en sachant lire les différentes inscriptions qui les entourent. Ainsi, lorsque ces enfants sont plus grands et qu'ils sont en mesure de lire par eux-mêmes, ils arrivent à mieux raisonner et à tirer leurs propres leçons.

C'est pour autant de raisons que les communes de Seignosse et de Soorts-Hossegor ont décidé de soutenir le Festival lire sur la vague.

Il convient d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention tripartite annexée à la présente et l'engagement financier pour les années 2024 et 2025 de la Commune, à raison de 15 000 euros/an.

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal***

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention tripartite avec la Commune de Seignosse et l'association Lire sur la Vague pour les années 2024 et 2025 et pour un montant annuel de 15 000 euros.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

10. Provisions pour créances douteuses, risques et charges

Édouard DUPOUY :

En application du principe comptable de prudence, il convient de constituer une provision dès qu'apparaît un risque susceptible de conduire la collectivité à verser une somme d'argent significative. Nous proposons donc de constituer une provision pour risques et charges à hauteur de 150.000 euros. 28.125 euros seront provisionnés pour les créances douteuses.

Les provisions pour créances douteuses, risques et charges sont approuvées à l'unanimité.

Séance du 8 mars 2024

Délibération 240308-010 : Constitution et ajustement des provisions pour créances douteuses et risques et charges

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, informe l'assemblée communale que la constitution des provisions comptables sont des dépenses obligatoires et leur champ d'application est précisé par l'article R. 2321-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le montant de la provision correspond au montant estimé par la collectivité de la charge qui peut résulter d'une situation, en fonction du risque financier encouru par cette dernière.

Il est rappelé qu'en application du principe comptable de prudence, il convient de constituer une provision dès qu'apparaît un risque susceptible de conduire la collectivité à verser une somme d'argent significative. Dans certains cas bien précis, l'instruction M57 oblige sans alternative à constituer des provisions.

- Dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la collectivité, une provision est constituée à hauteur du montant estimé par la collectivité de la charge qui pourrait en résulter en fonction du risque financier encouru ;
- Dès l'ouverture d'une procédure collective prévue au livre VI du code de commerce, une provision est constituée pour les garanties d'emprunts, les prêts et créances, les avances de trésorerie et les participations en capital accordés par la collectivité à l'organisme faisant l'objet de la procédure collective. Cette provision est constituée à hauteur du risque d'irrecouvrabilité ou de dépréciation de la créance ou de la participation, estimé par la collectivité. La provision pour participation prend également en compte le risque de comblement de passif de l'organisme. Pour les garanties d'emprunts, la provision est constituée à hauteur du montant que représenterait la mise en jeu de la garantie sur le budget de la collectivité en fonction du risque financier encouru ; à cet égard, une provision doit être obligatoirement constituée dès qu'une procédure de règlement judiciaire ou de liquidation judiciaire est engagée vis à vis d'un organisme bénéficiant d'une garantie d'emprunt de la collectivité.
- Lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public, une provision est constituée à hauteur du risque d'irrecouvrabilité estimé par la collectivité à partir des éléments d'information communiqués par le comptable public.

Un budget qui ne prévoirait pas la constitution d'une provision alors que la collectivité se trouve dans une des situations ci-dessus serait insincère et susceptible d'être déféré à la chambre régionale des comptes pour déséquilibre ou exposerait la collectivité à une procédure d'inscription d'office de dépense obligatoire.

Pour 2024, la commune se doit donc de constituer des provisions pour créances douteuses (point A) et des provisions pour risques et charges (point B).

A- Provisions pour créances douteuses

L'analyse effectuée conjointement avec le comptable et la commune des restes à recouvrer a permis d'identifier les créances devant faire l'objet d'une provision. Elles sont de deux types.

Ainsi, il est proposé pour cette année de constituer, des provisions à hauteur de 100% pour des créances anciennes et/ou très douteuses et des provisions sur la base du seuil de 15% pour des créances moins incertaines.

Concernant l'année 2024, le calcul du stock de provisions à constituer est le suivant :

Niveau du risque d'irrecouvrabilité (ancienneté, infos TG ...)	Taux de dépréciation	Montant des restes à recouvrer	Montant du stock de provisions à constituer
Niveau faible	0%	2 281,97 €	0,00 €
Niveau Modéré	15%	13 090,70 €	1 963,61 €
Niveau élevé	100%	26 161,92 €	26 161,92 €
		41 534,59 €	28 125,53 €

Provisions déjà constituées	14 081,69 €
Provisions à constituer pour 2024	14 043,84 €

Le montant des provisions pour créances douteuses déjà constituées sur l'exercice 2023 est de 14 081,69 €, il convient donc de constituer le complément de provision nécessaire à hauteur de 14 043,84 €. La provision totale sera de 28 125,53 € pour 2024.

B- Provisions pour risques et charges

Il est proposé de constituer une provision pour risques et charges dans le cadre du contentieux dit « SAISAI » opposant des copropriétaires de la résidence Saint-Antoine à la société SAISAI qui gère le restaurant La Maison Blanche. La construction d'une surélévation, dont le permis de construire a été approuvé en mars 2019 par l'ancienne municipalité, fait l'objet d'un litige. Le tribunal administratif a annulé le permis de construire délivré par le Maire en fonction en 2019.

Aujourd'hui, le risque et la charge pour la commune est estimée à 150 000 €. Il est donc nécessaire de provisionner à hauteur de 150 000 €.

Il est précisé que la constitution d'une provision pour risques et charges n'équivaut en aucun cas à la reconnaissance quelconque par la commune des sommes prétendument dues, mais simplement de la mise en œuvre d'un principe comptable de prudence et de bonne gestion.

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article R. 2321-2,

VU l'instruction budgétaire et comptables M57 applicable aux communes,

VU l'avis favorable de la Commission des finances en date du 5 février 2024,

CONSIDÉRANT

- La nécessité pour l'année 2024 d'ajuster le montant des provisions pour créances douteuses,

- Que le montant de ces provisions pour créances douteuses est estimé à 28 125,53 € pour 2024 et qu'il est donc nécessaire de compléter la provision existante à hauteur de 14 043,84 €.

CONSIDÉRANT

- Qu'une provision pour risques et charges doit être constituée afin de couvrir les risques liés au contentieux dit « SAISAI »,
- Que le montant de ce risque et charge est estimé en 2024 à 150 000 €,

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,***

CONSTITUE

- Une provision au compte 6817 pour dépréciations des actifs circulants de 28 125,53 € au budget principal en complétant la provision existante à hauteur de 14 043,84 € ;
- Une provision au compte 6815 pour risques et charges de 150 000,00 € au budget principal.

ACTUALISE annuellement le calcul et inscrit au budget communal ces provisions pour les prochains exercices.

AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

INTERCOMMUNALITE

11. Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud : signature d'une convention de répartition des produits des Forfaits Post-Stationnement (FPS)

Mathilde VINTROU :

La commune régleme des zones de stationnement payant sur son territoire. Les recettes issues du paiement immédiat reviennent à la commune. Toutefois, au titre de sa compétence en matière d'aménagement de l'espace communautaire, la MACS perçoit les recettes issues du FPS, c'est-à-dire les amendes de stationnement. Les recettes nettes, déduites des FPS, sont destinées au financement d'opérations visant à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement de la circulation routière.

En 2023, la commune a encaissé pour 71.689 euros de FPS. En parallèle, les charges de mise en œuvre de la collecte s'élèvent à 93.372 euros. Aucune somme ne sera donc reversée à l'EPC en 2024.

La signature d'une convention de répartition des produits des FPS est approuvée à l'unanimité.

Séance du 8 mars 2024

Délibération n°240308-011 : Signature d'une convention de répartition des produits des forfaits Post-Stationnement avec la Communauté de Communes Marenne Adour Côte Sud

La présente convention a pour objet de définir la répartition du produit des recettes issues du forfait de post-stationnement (FPS) perçues en 2023 entre la Commune et la Communauté de communes MACS.

La Commune régleme les zones de stationnement payants sur son territoire et doit transmettre à MACS, au plus tard le 30 avril, les données de l'exercice 2023 qui permettront d'établir :

- Le montant des recettes issues des FPS perçu en 2023 par la commune ;
- Les coûts liés à sa mise en œuvre.

La somme issue de la différence entre les recettes issues des FPS et les coûts de mise en œuvre correspond au montant pouvant être affecté aux opérations visant à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation routière, conformément à l'article R. 2333-120-19 du code général des collectivités territoriales.

Afin de tenir compte de la répartition des compétences entre MACS et la Commune sur les opérations énumérées à l'article R. 2333-120-19 du code général des collectivités territoriales, le produit des forfaits de post-stationnement, déduction des coûts de mise en œuvre, est réparti comme suit :

- 50 % pour la commune ;
- 50 % pour MACS.

Conformément au tableau ci-annexé, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la convention avec MACS relative à la répartition des recettes FPS 2023 au titre de l'année 2024.

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,***

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention avec la Communauté de communes Marenne Adour Côte Sud ainsi que toutes les pièces et actes relatifs à cette affaire.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

12. Sollicitation de fonds de concours auprès de la Communauté de communes MACS au titre du Fonds d'Investissement Local (FIL) et du Fonds d'Investissement Local (FIL) « environnement » dans le cadre du projet de la réhabilitation du Sporting Casino

Édouard DUPOUY :

À compter de septembre 2024, la première phase de travaux de réhabilitation du Sporting Casino sera initiée, selon un calendrier prévisionnel. Nous souhaitons bénéficier d'une aide financière dans le cadre du Fonds d'Investissement Local et le Fonds d'Investissement Local Environnement.

Suite au débat d'orientation budgétaire 2024, les aides financières pour la commune pourraient s'élever à 346.980 euros pour le FIL et à 154.140 euros pour le FIL Environnement. En prenant en compte ces enveloppes, le montant disponible de FIL pour la commune s'élève à 53.381 euros, et à 29.360 euros pour le FIL Environnement.

La sollicitation de fonds de concours auprès de la Communauté de communes MACS au titre du Fonds d'Investissement Local (FIL) et du Fonds d'Investissement Local (FIL) « environnement », dans le cadre du projet de la réhabilitation du Sporting Casino, est approuvée à l'unanimité.

Séance du 8 mars 2024

Délibération n°240308-012 : Sollicitation de fonds de concours auprès de la Communauté de communes MACS au titre du Fonds d'Investissement Local (FIL) et du Fonds d'Investissement Local (FIL) « environnement » dans le cadre du projet de réhabilitation du Sporting Casino

Monsieur le Maire rappelle la volonté de la Commune de réhabiliter le Sporting Casino ; suite à l'aboutissement de la procédure de marché public de travaux, une première phase de travaux pourra être engagée en 2024, établie selon un calendrier prévisionnel.

Aussi, il précise que la Communauté de communes Maremne Adour Côte Sud peut apporter une aide financière dans le cadre de fonds de concours dénommé Fonds d'Investissement Local (FIL) et Fonds d'Investissement Local (FIL) « environnement ».

En effet, en dehors des compétences transférées, l'article L. 5214-16-V du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) prévoit la possibilité de versement de fonds de concours entre un EPCI à fiscalité propre et les Communes membres « afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés ».

Lors du conseil communautaire du 28 janvier 2021, la Communauté de communes a décidé de fusionner l'ensemble des fonds de concours et aides dans le cadre d'un Fonds d'Investissement Local (FIL).

En complément, lors du conseil communautaire du 4 mai 2023, la Communauté de communes désirent soutenir les communes dans leurs opérations d'investissement sur les projets qui participent à la transition écologique et énergétique du territoire, a voté en complément un fonds d'investissement local dédié à l'environnement.

A la suite du débat d'orientations budgétaires 2024 de la Communauté de communes MACS, les aides financières pour la commune de Soorts-Hossegor pourraient s'élever respectivement à 346 981,82€ pour le FIL et à 154 140 € pour le FIL « environnement » pour le mandat 2020-2026.

En prenant en compte ces nouvelles enveloppes, le montant disponible de FIL pour la Commune de Soorts-Hossegor est a minima de 53 381,82 € et celui du FIL « environnement » est a minima de 29 360€.

Il demandé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à solliciter le Fonds d'Investissement Local et le FIL « environnement » pour le projet de réhabilitation du Sporting Casino.

VU l'article L. 5214-16-V du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) qui prévoit la possibilité de versement de fonds de concours entre un EPCI à fiscalité propre et les Communes membres ;

VU le règlement d'intervention du Fonds d'Investissement Local (FIL) et du Fonds d'Investissement Local (FIL) « environnement » approuvé par délibérations du conseil communautaire de MACS en date du 28 janvier 2021 et du 4 mai 2023 ;

CONSIDÉRANT la possibilité pour la Commune de Soorts-Hossegor de solliciter ces deux fonds de concours auprès de la Communauté de communes Marenne Adour Côte Sud ;

CONSIDÉRANT que l'état d'avancement du projet de réhabilitation du Sporting Casino permet d'établir effectuer une demande de fonds de concours sur la base d'un budget prévisionnel cadré ;

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,***

AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter le Fonds d'Investissement Local et le Fonds d'Investissement Local « environnement » les plus élevés possibles auprès de la Communauté de communes Marenne Adour Côte Sud dans le cadre du projet de réhabilitation du Sporting Casino.

AUTORISE Monsieur le Maire à établir les dossiers de demande de subvention et à signer tous les actes et demandes nécessaires à la perception de ces fonds de concours.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

13. Cession du terrain « Ilôt LACOUT » à la Coopérative d'Habitations

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Pour rappel, la commune est propriétaire d'un terrain au 46 rue de Mariotte à Soorts, terrain appelé « îlot Lacout ». Lors de la délibération du Conseil du 27 septembre 2019, il a été décidé de céder ce terrain à l'association Patrimoine languedocienne, qui a travaillé sur le projet d'habitat en accession sociale à la propriété. Ce projet a été présenté lors d'une réunion publique le 6 juillet 2022.

Le système des baux réels solidaires (BRS) doit être établi par un organisme agréé. La Coopérative d'Habitations réalisera donc ce projet suite à l'obtention de son agrément OFS en Nouvelle-Aquitaine en 2022. Le programme porte sur la réalisation de quatorze logements collectifs répartis sur trois bâtiments. La typologie sera de neuf T3 et cinq T4. Dans le cadre du BRS, les prix de revente sont plafonnés et indexés sur l'indice du coût de la construction.

Il est donc proposé de céder le terrain « Ilôt Lacout » au prix de 540.000 euros, somme qui correspond à la vie des domaines, et d'autoriser M. le Maire à engager toutes les démarches nécessaires à cet effet.

Christophe VIGNAUD :

Les logements sociaux sont importants et permettent de dynamiser le bourg.

Henri ARBEILLE :

Nous nous félicitons de ce projet.

La cession du terrain « îlot Lacout » à la Coopérative d'Habitation est approuvée à l'unanimité.

Séance du 8 mars 2024

Délibération n° 240308-013 : Cession du terrain « Îlot LACOUT » à la Coopérative d'Habitations

La Commune est propriétaire d'un terrain sis 46, rue de Mariotte à Soorts plus communément dénommé « îlot LACOUT ». Par délibération en date du 27 septembre 2019, le Conseil Municipal avait délibéré pour céder ce terrain à la société Patrimoine Languedocienne qui a travaillé sur un projet d'habitat en accession sociale à la propriété. Ce projet a été présenté en réunion publique le 6 juillet 2022. Il a été notamment expliqué que les Baux Réels Solidaires (BRS) doivent être établis par un organisme agréé OFS (Office Foncier Solidaire). C'est le cas de la Coopérative d'Habitations, Société Anonyme Coopérative d'Intérêt Collectif d'habitations à loyer modéré, qui réalisera ce projet suite à l'obtention de son agrément OFS en Nouvelle-Aquitaine en août 2022.

L'OFS (la Coopérative) conservera la propriété du sol et où seuls les murs seront vendus aux acquéreurs afin de réduire le prix de vente.

Le programme projeté porte sur la réalisation de 14 logements collectifs répartis sur 3 bâtiments en R+1 avec combles et 19 stationnements en sous-sol.

La typologie prévisionnelle est la suivante :

- 9 T3 de 55 à 83 m² SHAB ;
- 5 T4 de 71 à 98 m² SHAB.

Compte tenu de sa configuration, le coût technique de ce projet est élevé. Il nécessite notamment un remaniement important des terres et la réalisation d'un sous-sol afin de pas consommer les espaces communs avec des parkings aériens, améliorant ainsi la qualité d'usage dans le bourg de Soorts.

Pour absorber le coût d'acquisition de ce foncier (environ 500€/m² SP), la Coopérative prévoit une redevance foncière moyenne de 1,35€/m² habitable, ce qui est une limite supérieure compte tenu des surfaces des logements. Le prix de vente moyen des logements se situant à environ 3400€ TTC/m² SHAB.

Les projets réalisés en BRS présentent un caractère anti spéculatif dans la mesure où les prix de revente sont plafonnés et indexés sur l'Indice du Coût de la Construction (ICC).

L'OFS sera sollicité par les acquéreurs (via leur notaire) lors de la revente de leurs biens afin que la Coopérative valide le prix de vente mais aussi agréée le nouvel acquéreur (qui doit lui aussi respecter des plafonds de ressources). Ce montage (BRS) garantit ainsi la permanence du caractère social du bien. A ce titre, les logements vendus par le biais du BRS sont comptabilisés dans le « parc SRU » et ce sans limite de durée.

Il est proposé de céder le terrain au prix de 540 000€ qui correspond à l'avis du Domaine sur la valeur vénale.

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU l'avis du Domaine en date du 22 janvier 2024 ;

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,***

DÉCIDE d'abroger les délibérations précédentes relatives à cette affaire.

DÉCIDE de céder la parcelle cadastrée section AW numéro 123 d'une contenance de 1893 m² à la Coopérative d'Habitations pour la somme de 540 000 euros.

PRÉCISE que les frais d'acte et de bornage seront à la charge de l'acquéreur.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout acte afférent à ce dossier.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

14. Dénomination et numérotation de voies communales

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Au titre de son pouvoir de police générale, le Maire doit s'assurer de la bonne sécurité et de la sûreté des habitants. La commune doit donc dénommer puis numéroté les voies publiques, mais également les voies privées ouvertes à la circulation. À l'heure actuelle, les riverains de deux voies privées ouvertes à la circulation ont demandé une rectification de leur numérotation. Ces derniers font face à diverses difficultés, qui peuvent être plus graves s'ils sont dans l'incapacité d'être identifiés par les secours.

Il s'agit d'une impasse au 1047 donnant sur l'avenue de la Bécasse et d'une autre impasse au 1017 donnant sur l'avenue du Touring Club. L'assemblée est invitée à acter la dénomination de ces voies, respectivement en impasse des Laridés et impasse de la Bonbonnière.

La dénomination et la numérotation des voies communales sont approuvées à l'unanimité.

Séance du 8 mars 2024

Délibération n°240308-014 : Dénomination de voies communales

Au titre de son pouvoir de police générale, le maire doit s'assurer de la bonne sécurité et sureté des habitants. La commune doit donc dénommer puis numéroté les voies publiques mais également les voies privées ouvertes à la circulation.

En 2019, la loi 3DS a modifié le Code Général des Collectivités Territoriales ainsi : « Le conseil municipal procède à la dénomination des voies et lieux-dits, y compris les voies privées ouvertes à la circulation ».

Les riverains de deux voies privées ouvertes à la circulation ont demandé une rectification de leur numérotation. Ces derniers font face à des difficultés diverses : au plus grave, ne pas être identifiés par les services de secours, et dans une moindre mesure, ne pas être trouvés par les livreurs.

Il s'agit d'une impasse (actuellement au 1047) donnant sur l'avenue de la Bécasse (en limite de Capbreton) et d'une impasse donnant sur l'avenue du Touring Club de France (actuellement au 1017).

L'assemblée est invitée à acter du nommage et numérotage de ces voies.

VU le CGCT notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2121-30,

CONSIDÉRANT l'intérêt communal que représente la dénomination d'une voie communale,

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,***

DÉCIDE, conformément au plan en pièce jointe, les dénominations de voies suivantes :

- Impasse de la Bonbonnière ;
- Impasse des Laridés.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

15. Dépôts des demandes d'autorisations du droit des sols pour le projet de réaménagement durable des plages lacustres et océanes de la côte sauvage.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

La commune s'est engagée dans un plan Plages, qui vise à améliorer les conditions d'accueil des usagers des plages lacustres et océanes. Il s'agit de sécuriser les accès des plages, d'améliorer la signalétique et de rénover les postes de secours et les sanitaires publics. Accompagné dans cette démarche par le GIP littoral, ce plan permet d'obtenir des financements publics qui proviendront de l'État, de la Région et du Département. Ce projet s'inscrit dans une démarche de protection de l'environnement et de mise en valeur des sites.

Pour mettre en œuvre ce projet, le Maire peut être amené à déposer des demandes d'autorisation du droit des sols de tous types. Le Conseil municipal est invité à l'y autoriser.

La mise en œuvre du plan Plages de la commune se déroulera en deux temps, avec, d'abord, l'aménagement des plages lacustres, puis l'aménagement des plages océanes.

Les dépôts des demandes d'autorisations du droit des sols pour le projet de réaménagement durable des plages lacustres et océanes de la côte sauvage sont approuvés à l'unanimité.

Séance du 8 mars 2024

Délibération n°240308-015 : Dépôts des demandes d'autorisations du droit des sols pour le projet de réaménagement durable des plages lacustres et océanes de la côte sauvage.

La Commune s'est engagée dans un Plan-Plage visant à améliorer les conditions d'accueil des usagers des plages lacustres et océanes. Il s'agit de sécuriser les accès des plages (parkings et accès), d'améliorer la signalétique (notamment l'identification des lieux) et enfin d'assurer la rénovation des postes de secours et des sanitaires publics.

Accompagnée dans cette démarche par le GIP Littoral, ce plan permet d'obtenir des financements publics (Etat, Région et Département) pour mener à bien un projet qui s'inscrit également dans une démarche de protection de l'environnement et de mise en valeur de nos sites. Cette préoccupation est d'autant plus prégnante que ces travaux seront effectués sur des sites où la faune et la flore sont particulièrement sensibles. Pour mettre en œuvre ce projet, le Maire peut être amené à déposer des demandes d'autorisations du droit des sols (permis d'aménager et/ou de permis de construire, etc.) et leurs autorisations connexes (demande d'examen au cas par cas, étude d'impact, etc.) peuvent être nécessaires. Le Conseil Municipal est invité à l'y autoriser.

La mise en œuvre du Plan-Plage de la Commune se déroulera en deux temps : dans un premier temps, l'aménagement des plages lacustres et dans un deuxième temps, l'aménagement des plages océanes de la côte sauvage.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le Code du Patrimoine,
VU le Code de l'Environnement et la loi littoral de 1986,
VU le Code de l'Urbanisme,

CONSIDÉRANT la nécessité de rénover les aménagements de plages de la côte sauvage et de lac pour en favoriser un accès plus sécurisé des visiteurs (accès routier, installations et signalétique) tout en valorisant le patrimoine architectural et naturel de la commune.

CONSIDÉRANT la nécessité de limiter l'impact environnemental des aménagements en facilitant les modes de déplacements doux, en revégétalisant certains espaces, enfin en ayant recours à des installations réversibles et à l'utilisation de matériaux naturels (bois ou métal).

CONSIDÉRANT la nécessité de déployer une signalétique sobre qui s'adapte à son environnement naturel en limitant la quantité et en favorisant son harmonie avec le mobilier urbain.

CONSIDÉRANT la nécessité d'autoriser Monsieur le Maire à déposer et à signer les autorisations d'urbanisme qui correspond à cet aménagement et plus largement à signer tous les documents afférents à ce dossier.

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,***

AUTORISE Monsieur le Maire à déposer toute demande d'autorisation liée au droit des sols dans le cadre du réaménagement durable des plages lacustres et océanes de Soorts-Hossegor.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ces demandes d'autorisations ainsi que toutes les pièces et actes relatifs à cette affaire.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

16. Dépôt d'un permis de construire pour l'installation du poste de secours plage des naturistes.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Cette délibération a pour objet de régulariser l'installation du poste de secours de la plage des naturistes. Depuis 1993, ce poste est installé en hauteur pour permettre aux nageurs sauveteurs de bénéficier d'une visibilité optimale sur la plage et l'océan. Ce poste de secours est présent sur site environ trois mois par an.

Ce poste est positionné sur la dune, propriété du conservatoire du littoral, même si la commune en reste le gestionnaire. Il convient donc de régulariser cette situation par le dépôt d'un permis de construire et la signature d'une convention avec le conservatoire du littoral. Il est donc demandé au Conseil municipal d'autoriser le Maire à déposer une demande de permis de construire.

Le dépôt d'un permis de construire pour l'installation du poste de secours plage des naturistes est approuvé à l'unanimité.

Séance du 08 mars 2024

Délibération n°240308-016 : Dépôt d'une demande de permis de construire pour l'installation d'un poste de secours sur la plage naturiste

Cette délibération a pour objet de régulariser l'installation du poste de secours de la plage naturiste sur le domaine du Conservatoire du Littoral. En effet, depuis 1993, ce poste est installé en hauteur sur la dune pour permettre aux nageurs sauveteurs de bénéficier d'une visibilité optimale sur la plage et sur l'océan. Il s'agit de deux constructions modulaires d'une superficie d'environ 30 m² pour le poste de secours et d'un bloc sanitaire d'environ 12 m². Elles sont bardées de bois pour une meilleure intégration paysagère et sont installées et retirées juste avant et juste après le début et la fin de la surveillance de cette plage. Le poste de secours est présent sur site environ trois mois par an.

Or, la dune est la propriété du Conservatoire du Littoral, même si la Commune en reste le gestionnaire. Il convient donc de régulariser cette situation par le dépôt d'un permis de construire et la signature d'une convention avec le Conservatoire du Littoral.

CONSIDÉRANT la nécessité de régulariser l'installation du poste de secours de la plage naturiste avec le Conservatoire du Littoral, notamment par la signature d'une convention et le dépôt d'un permis de construire,

CONSIDÉRANT la nécessité d'autoriser Monsieur le Maire à déposer et à signer la demande d'autorisation d'urbanisme qui correspond à cet aménagement et plus largement à signer tous les documents afférents à ce dossier.

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,***

AUTORISE Monsieur le Maire à déposer un permis de construire pour l'installation du poste de secours et des sanitaires sur le domaine du Conservatoire du Littoral sur la plage naturiste.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette demande d'autorisation ainsi que toutes les pièces et actes relatifs à cette affaire.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

17. Signature d'une convention d'occupation du site de la côte sauvage à Hossegor en vue de l'aménagement et la réalisation de travaux

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Cette délibération a pour objet de permettre au Maire de signer la convention qui liera la commune au conservatoire du littoral, propriétaire de la dune de la côte sauvage. Ces conventions ont pour but de formaliser la délégation par le conservatoire à la commune, gestionnaire de la responsabilité des travaux engagés pour accueillir les usagers et protéger les espaces.

La signature d'une convention d'occupation du site de la côte sauvage à Hossegor en vue de l'aménagement et la réalisation de travaux est approuvée à l'unanimité.

Séance du 08 mars 2024

Délibération n° 240308-017 : Convention d'occupation du site de la côte sauvage à Soorts-Hossegor en vue de l'aménagement et la réalisation de travaux.

Depuis 1985, le Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres a confié à la Commune de Soorts-Hossegor la gestion d'une partie du cordon dunaire qu'il a acquis. Ce site est un espace très sensible et vulnérable aux actions du vent et de la mer mais aussi à celle de l'Homme.

D'un commun accord avec la Commune, il a donc été clôturé pour éviter la dégradation de la dune en privilégiant l'implantation et le développement d'espèces végétales endémiques qui encouragent la fixation de la dune.

Les termes de la convention définissent les stratégies du plan de gestion à savoir les actions de protection et d'entretien des sites pour préserver les fonctionnalités écologiques, ainsi qu'une biodiversité remarquable. Par ailleurs, leur valorisation passe par un travail de pédagogie et d'accueil limité et encadré du public.

VU l'article L. 322-10 et l'article R. 322-12 du Code de l'Environnement ;

VU le plan de gestion du site de la Côte Sauvage validé en 2013 ;

VU la délibération du Conseil d'administration du Conservatoire du littoral du 10 juillet 2014 approuvant la convention type ;

VU la convention-type visée par le contrôle général économique et financier en date du 4 juillet 2017

VU la convention de gestion – Site de la Côte Sauvage – n°40-90 – sur la commune de Soorts-Hossegor entre le Conservatoire du littoral et la commune de Soorts-Hossegor en date du 10 juin 2022 ;

VU la consultation du Conseil des rivages Centre et Sud-Atlantique au titre de l'article R 322-36 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT la nécessité de contractualiser les relations de la Commune avec le Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres pour une durée de 4 ans ;

CONSIDÉRANT la nécessité de régulariser l'installation du poste de secours de la plage naturiste et des sanitaires publics ainsi que les aménagements inhérents sur une partie du domaine du Conservatoire du littoral.

CONSIDÉRANT la nécessité d'anticiper le recul du trait de côte sur la plage de la Gravière et un potentiel repositionnement du poste de secours et des sanitaires publics ainsi que les aménagements inhérents sur une partie du domaine du Conservatoire du littoral ;

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

Le Conseil Municipal,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer ledit projet de convention, ainsi que tout document ou acte se rapportant à l'exécution de la présente.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

AFFAIRES GÉNÉRALES

18. Plan-Plage - Sollicitation d'aides financières pour le projet de réaménagement durable des plages lacustres d'Hossegor

Christophe VIGNAUD :

Le plan Plage effectué entre 2021 et 2022 a permis de mettre en évidence les grands enjeux des plages de la commune. La commune et ses partenaires ont validé le rapport des études AVP concernant ce projet. La commune a donc déposé un dossier de cas par cas sur les quatre plages lacustres. Le souhait est d'apporter un ensemble d'actions harmonisées, permettant de renforcer l'accessibilité à la plage et la signalétique.

L'assemblée est invitée à autoriser le Maire à solliciter des subventions auprès de l'État, de la banque des territoires, de la Région et du Département pour aider la commune dans ses démarches.

La sollicitation d'aides financières pour le projet de réaménagement durable des plages lacustres d'Hossegor est approuvée à l'unanimité.

Séance du 8 mars 2024

Délibération n°240308-018 : Plan-Plage - Sollicitation d'aides financières pour le projet de réaménagement durable des plages lacustres d'Hossegor

Monsieur le Maire rappelle que l'étude préalable Plan-Plage à Hossegor réalisée en 2021-2022 a permis de mettre en évidence les grands enjeux des plages de la Commune.

Pour rappel cette étude opérationnelle fait suite à la démarche « Aménagement Durable des Plages » initiée en 2020 par la commune avec le soutien du GIP Littoral et de l'ensemble des partenaires.

Grâce à l'accompagnement des services de l'Etat, de la Région, du Département et des partenaires, le Comité de Pilotage de ce partenariat a validé le rapport des études AVP concernant ce projet qui répond au mieux aux principes d'aménagement durable définis au niveau régional dans le cadre du projet « Littoral 2030 : Réussir la transition du littoral de Nouvelle-Aquitaine ».

La Commune a déposé un dossier de cas par cas sur les 4 plages lacustres, secteurs qu'elle souhaite réaménager en priorité au regard des enjeux en matière de sécurité, de préservation de l'environnement et d'accueil du public. Le souhait de la commune est également d'apporter un ensemble d'actions harmonisées permettant de renforcer l'accessibilité et la place des modes doux sur ces secteurs de plage. Enfin, un travail d'harmonisation de la signalétique du tour du lac est en cours.

Le plan de financement prévisionnel des plages lacustres est le suivant :

- Coût total du projet en phase Avant-Projet (études de maîtrise d'œuvre et travaux) : 740 621,30 €
- Dépenses éligibles identifiées par les partenaires (640 579,12 €) pour lesquelles les subventions attendues sont :
 - 20% État (FNADT) ;
 - 15% Département des Landes ;
 - 30% Région Nouvelle-Aquitaine ;
 - 33 705 € de la Banque des Territoires.

Resterait à charge de la commune environ 290 000€ soit 40% du coût total du projet.

VU l'article L. 2122-22 du CGCT,

VU la délibération n°210507-14 en date du 7 mai 2021 relative aux délégations d'attributions consenties au Maire par le Conseil Municipal,

VU les études préalables réalisées dans le cadre du Plan Plage,

VU la décision du Maire 2022_03_66 en date du 25 novembre 2022 relative au choix de l'équipe de maîtrise d'œuvre,

CONSIDÉRANT les conclusions du Comité de Pilotage en date du 5 juillet 2023,

CONSIDÉRANT la nécessité pour la Commune de demander des financements pour la réalisation de ce projet.

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,***

AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter des subventions aussi élevées que possible sur la base des montants engagés pour le projet de réaménagement durable des plages lacustres d'Hossegor auprès :

- de l'Etat ;
- de la Banque des Territoires ;
- de la Région Nouvelle-Aquitaine ;
- du Département des Landes ;
- de la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud ;
- de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne ;
- de tout autre financeur public ou privé.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires au règlement de cette affaire.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

19. Signature d'une convention avec l'association Hossegor Sauvetage Côtier : « Opération Nageurs Sauveteurs Juniors Saison 2024 » pour des stages d'observation en milieu professionnel de la surveillance des plages

Mathilde VINTROU :

La convention « Opération Nageurs Sauveteurs Juniors » est signée chaque année. La convention porte sur une séance d'observation en milieu professionnel de la surveillance des plages, pour les jeunes de 16 et 17 ans. Un minimum de 40 heures d'observations est requis. La commune s'engage à attribuer une participation de 240 euros par stagiaire.

La signature d'une convention avec l'association Hossegor Sauvetage Côtier : « Opération Nageurs Sauveteurs Juniors Saison 2024 », pour des stages d'observation en milieu professionnel de la surveillance des plages, est approuvée à l'unanimité.

Séance du 8 mars 2024

Délibération n°240308-019 : Conventions avec l'association Hossegor Sauvetage Côtier : « Opération Nageurs Sauveteurs Juniors Saison 2024 » d'observation en milieu professionnel de la surveillance des plages

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la proposition conjointe de la commune et de l'association « Hossegor Sauvetage Côtier » d'accueillir en juillet-août 2024 dans les postes de secours des jeunes mineurs, membres du club, pour un stage d'observation en milieu professionnel,

CONSIDÉRANT que cette opération peut apporter une plus-value intéressante pour les trois parties :

- Pour la collectivité : accueillir des futurs sauveteurs, faire découvrir un métier et ses spécificités, créer des vocations, une participation définie à certaines tâches courantes du fonctionnement du poste (en aucun cas aux interventions de sauvetage aquatique et de secourisme) et par conséquent une intégration future plus facile,
- Pour les stagiaires : la découverte réelle du fonctionnement d'un poste de secours en saison, un apprentissage et une préformation,
- Pour le club formateur : nouer des relations privilégiées avec la collectivité en matière de formation des futurs sauveteurs,

CONSIDÉRANT que la découverte du fonctionnement d'un poste de secours et du dispositif de surveillance des plages participe directement aux processus d'apprentissage des futurs nageurs sauveteurs, ce qui leur permettra ensuite de postuler sur un poste de nageur sauveteur sur les plages de la commune,

En échange de ces heures de bénévolats et d'observation, la commune s'engage à attribuer à l'association « Hossegor Sauvetage Côtier » une somme de 240 € par stagiaire ; cette somme devant servir à couvrir les frais liés à l'obtention du diplôme de secourisme nécessaire pour travailler sur les plages en tant que nageur sauveteur.

Cette somme sera versée à l'association sous réserve de l'accomplissement par le stagiaire du volume de 40 heures à l'issue de la séquence d'observation. Le ou la stagiaire bénéficiaire s'engage à fournir les documents justifiant de l'obtention du diplôme.

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,***

APPROUVE le dispositif qui permet d'accueillir dans les postes de secours des plages de la commune un maximum de six stagiaires pour une séquence d'observation en milieu professionnel d'un volume de 40 heures sur la période juillet-août 2024.

AUTORISE le versement d'une somme de 240 € par stagiaire à l'association Hossegor Sauvetage Côtier à l'issue de la période d'observation pour couvrir les frais de formation liés à l'obtention du diplôme de secourisme PSE 2 sous condition de fournir les documents attestant de l'obtention du diplôme.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer avec l'association Hossegor Sauvetage Côtier les conventions dont le projet-type figure en annexe de la présente délibération ainsi que tout document se rapportant à ce dossier.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

20. Renouvellement des conventions pour la gestion des populations félines

Catherine CERIZAY :

La commune se fixe pour objectif d'éviter la prolifération des populations félines. Elle organise donc des campagnes de capture et de stérilisation depuis 2021. Ces campagnes ne peuvent être mises en œuvre qu'avec le concours d'associations spécialisées des populations félines et avec le partenariat d'une clinique vétérinaire. Les conventions régissent ces partenariats, mais doivent être modifiées, concernant la pérennité des actions des associations et les évolutions tarifaires de la clinique vétérinaire. Les partenaires restent inchangés pour 2024.

L'assemblée est invitée à autoriser le Maire à signer les conventions avec les associations et la clinique vétérinaire.

Le renouvellement des conventions pour la gestion des populations félines est approuvé à l'unanimité.

Séance du 8 mars 2024

Délibération n°240308-020 : Signature de conventions avec des associations et une clinique vétérinaire pour l'accompagnement dans la gestion des populations félines sans propriétaire

Monsieur le Maire propose de renouveler les conventions en partenariat avec la clinique Vétérinaire ECOVET exerçant 1668, avenue Charles de Gaulle 40510 SEIGNOSSE, et le concours d'associations d'aide aux chats abandonnés :

- « Association L'abri » 12, avenue des Chevreuils 40510 à Seignosse ;
- « Association Minoutoutdoux Mntd Assochat » Résidence Leus Arradits, rue des Grives 40530 à Labenne

L'objectif est de contrôler la population de « chats errants », pour limiter les problèmes de sécurité sanitaire et les effets négatifs de leur surpopulation (miaulements, bagarres, nuisances olfactives, prédation des oiseaux).

VU le code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.2212-2,

VU le code de la Santé Publique,

VU le règlement sanitaire départemental,

VU le code rural et de la pêche maritime, et plus particulièrement l'article L.211-27,

VU le décret n°2002-1381 du 25 Novembre 2002, relatif à des mesures particulières à l'égard des animaux errants.

CONSIDÉRANT que le moyen le plus adapté pour gérer la population des chats errants est de mener des campagnes de captures et de stérilisation,

CONSIDÉRANT que la régulation des chats errants ne peut être mise en œuvre qu'avec le concours d'associations spécialistes des populations félines et le partenariat d'une clinique vétérinaire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

Le Conseil Municipal

APPROUVE le partenariat avec la clinique Vétérinaire ECOVET et les Associations « L'abri » et « Mntd Assochat » en vue de la capture, stérilisation, et gestion des naissances de chats errants en différents lieux recensés sur la Commune de Soorts-Hossegor.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ces conventions de partenariat, pour la gestion des populations félines sans propriétaire au titre des dispositions de l'article L 211-27 du Code rural.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

RESSOURCES HUMAINES

21. Prime de pouvoir d'achat exceptionnelle

Jean-Marc LEROY :

Cette prime exceptionnelle de pouvoir d'achat a un aspect social, ayant pour but de compenser en partie à l'augmentation du coût de la vie. Cette prime comporte également un aspect financier. L'État a fixé les limites maximum de cette prime entre 300 euros et 800 euros, selon le niveau de salaire des agents. L'État a laissé la liberté aux administrations territoriales de l'accorder ou non, pour tout ou partie du montant maximum établi.

Nous proposons d'accorder la prime à 50% pour la commune, pour les 97 employés, qui toucheraient ainsi environ 300 euros chacun.

La prime de pouvoir d'achat exceptionnelle est approuvée à l'unanimité.

Séance du 08 mars 2024

Délibération n°240308-021 : Portant attribution d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle

VU le Code général de la fonction publique,

VU le décret n°2023-1006 du 31 octobre 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics de la fonction publique territoriale,

VU l'avis favorable du comité social territorial en date du 9 novembre 2023,

CONSIDÉRANT la volonté des élus de la collectivité d'instituer la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire en faveur des agents publics éligibles afin d'améliorer leur pouvoir d'achat,

CONSIDÉRANT les plafonds de rémunération brute pour l'éligibilité du dispositif ainsi que les montants maxima de la prime fixés par la réglementation,

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,***

INSTITUE la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire en faveur de tous les agents fonctionnaires titulaires et stagiaires et contractuels de droit public remplissant les conditions d'éligibilité fixées par le décret n°2023-1006 du 31 octobre 2023 susvisé.

FIXE le montant de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire par strate de rémunération perçue par les agents pour la période du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023 selon les modalités suivantes :

Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1 ^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023	Montant de la prime du pouvoir d'achat	A titre indicatif montant maximum possible de la prime de pouvoir d'achat
Inférieure ou égale à 23 700 €	400 €	800 €
Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €	350 €	700 €
Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €	300 €	600 €
Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €	250 €	500 €
Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €	200 €	400 €
Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €	175 €	350 €
Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €	150 €	300 €

Le montant de la prime de pouvoir d'achat est réduit à proportion de la quotité de travail (temps non complet et temps partiel) et de la durée d'emploi sur la période courant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023.

La prime sera versée en seule fois au mois d'avril 2024.

AUTORISE le Maire ou son représentant à fixer, par arrêté, le montant individuel attribué à chaque agent.

PRÉCISE que les crédits suffisants sont inscrits dans le budget primitif du budget principal chapitre 012 de l'exercice 2024.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

22. Ouverture de poste et modification du tableau des effectifs

Jean-Marc LEROY :

L'ouverture d'un poste de rédacteur territorial est soumise au vote pour la fonction de responsable du service RH. Il est occupé par un agent en catégorie C, alors qu'il devrait être occupé par une catégorie A ou B. La situation doit être rectifiée, d'autant plus que l'agent a réussi le concours de rédactrice territoriale, qui correspond à la catégorie B.

L'ouverture de poste et la modification du tableau des effectifs sont approuvées à la majorité (23 favorables, 1 défavorable).

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 08 mars 2024

Délibération n°240308-022 : Ouverture de poste et modification du tableau des effectifs

CONSIDÉRANT la volonté d'ouvrir un poste au grade de rédacteur territorial pour la nomination par voie de concours de la responsable du service des Ressources Humaines,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,*

DÉCIDE de modifier le tableau des effectifs en créant le poste suivant :

- 1 poste de rédacteur territorial à temps complet
Pour la nomination par voie de concours de la responsable du service des Ressources Humaines à compter du 1^{er} avril 2024 ;

PRÉCISE que la rémunération et la durée de carrière de ces agents seront celles fixées par la réglementation en vigueur pour chaque emploi concerné.

PRÉCISE que les crédits correspondants à la rémunération de ces agents sont inscrits dans le budget primitif du budget principal chapitre 012 de l'exercice 2024.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

DECISIONS, INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES :

DECISIONS DU MAIRE :

➤ Affaires funéraires :

- Reprise de la concession n° 1123 échue et non renouvelée
- Reprise de la concession n° 3080 échue et non renouvelée
- Reprise de la concession n° 3087 échue et non renouvelée
- Reprise de la concession n° 3102 échue et non renouvelée
- Reprise de la concession n° 3122 échue et non renouvelée

➤ Affaires Générales

- Redevance forfaitaire pour le tournage d'une série télévisée.

➤ Marchés publics

- Avenant négatif pour le lot n° 1 Curage et Démolition dans le cadre du marché public pour la réhabilitation et la création de sanitaires publics secteur des Landais.

➤ Affaires scolaires

- Modification des tarifs du pôle enfance jeunesse

Christophe VIGNAUD :

Je vous invite à assister à la présentation du projet du plan de modération de vitesse pour une ville apaisée. La réunion publique est prévue le 21 mars 2024.

Par ailleurs, les élections européennes auront lieu le 9 juin 2024, en un seul tour.

Enfin, l'aire de camping-cars de la commune a été labellisée Aire Premium auprès de la société Camping-Car Park.

Le prochain conseil municipal aura lieu le 28 juin 2024 à 19 heures.

Fait et approuvé les jours mois et an que dessous,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 28 juin 2024,
Le Maire,

Le secrétaire de séance,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Christophe VIGNAUD